

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Juin 1937, à 18 h. 30

PAR

JEAN LEGATE

Président : M. HUGUENEY, professeur.

Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES, *professeur.*
CASSIN, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 Juin 1937, à 18 h. 30

PAR

JEAN LEGATE

Président : M. HUGUENEY, professeur.

Suffragants { *MM. DONNEDIEU DE VABRES, professeur.*
CASSIN, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937



L'INTERDICTION DE SÉJOUR

INTRODUCTION

La science pénale contemporaine dont les progrès, au XIX^e siècle, ont consisté à introduire plus d'humanité dans la législation répressive, s'oriente, depuis quelques années dans une voie féconde, la mission des criminalistes s'élargit, s'élève en quelque sorte, le droit pénal se transforme et la prison devient un instrument de défense et d'hygiène sociales.

Indépendamment de l'attitude qu'elles prennent à l'égard du problème de la responsabilité, c'est-à-dire quelle que soit la position philosophique qu'elles adoptent sur le fondement du droit de punir, les législations pénales depuis le début du XX^e siècle affirment leurs tendances vers la défense sociale, et s'efforcent de réaliser cette défense par l'individualisation dans la prévention, la répression et l'exécution des peines.

La théorie de la défense sociale n'est d'ailleurs pas exclusive ; elle reconnaît ce qu'il y a de fondé dans les théories antérieures et ne nie pas que chacune d'elles ne puisse, à un certain degré, protéger les intérêts sociaux, certes il est nécessaire d'admettre l'intimidation et la sévérité, mais aussi l'amélioration et l'indulgence quand cela est possible.

Envisagée comme mesure de défense sociale la peine

doit tendre à neutraliser l'état malsain et nocif d'un individu en société ; elle doit, en conséquence, obéir à deux directives : modifier l'état dangereux du délinquant en recherchant son redressement, et prévenir la société contre toute manifestation de cet état dangereux dans la mesure où, dans la période de redressement, il comporte des sûretés spéciales : le redressement d'une âme est une œuvre délicate, complexe, de longue haleine.

Notre législateur a-t-il traduit dans le domaine des réalisations positives ces idées qui se sont lentement formées dans le monde de la science pénale et anthropologique ? Les peines qu'édicte notre Code Pénal répondent-elles toutes à ce but de défense sociale, sont-elles toutes utiles, concourent-elles à l'amélioration du criminel ne rendent-elles pas trop difficile son retour à une vie de vertu et de bien ?

Questions graves qu'il importe d'examiner surtout en ce temps où l'on recherche plus activement que jamais les moyens de faciliter aux condamnés leur rentrée dans les conditions normales de l'existence après l'expiation de leur faute.

Le 30 octobre 1935 un décret-loi est venu réformer le régime d'une peine qui depuis plus d'un siècle soulève les plus vives controverses, nous avons nommé l'interdiction de séjour.

Il nous a paru intéressant d'étudier cette réforme quand la position des condamnés libérés au milieu de la société reste un des plus graves problèmes qui puissent attirer l'attention du philosophe et du législateur, et qui modifie précisément une pénalité dont l'utilité, le but social ont été le plus contestés.

Avant d'en aborder l'étude nous présenterons un rapide exposé des régimes antérieurs, il est nécessaire pour l'expliquer et aussi la juger, car en terminant nous émettrons un vœu, nous souvenant que l'histoire n'est pas un fatalisme immobilisé mais un déterminisme vivant dont nous sommes les libres facteurs, à nous de la diriger conformément à l'intérêt de la vie sociale et du progrès de l'humanité.

TITRE PREMIER

**La forme primitive de l'interdiction de séjour :
LA SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE**

La Surveillance de la Haute Police avant le Code pénal de 1810.

La Surveillance de la Haute Police de l'État appliquée aux condamnés libérés est une peine toute française. Nos législateurs sont les premiers qui en aient eu l'idée et qui aient songé à ajouter cette garantie de sécurité publique à celle du châtimeut subi. Mais est-il vrai que la surveillance soit également, comme nos légistes l'ont prétendu, une peine « toute moderne dont on trouverait la première trace dans nos lois républicaines ¹ » ? Cette assertion apparaît inexacte, la peine accessoire de la mise en surveillance existait déjà sous notre ancien droit : car si c'est une irrésistible impulsion qui force l'auteur d'un crime à s'isoler et à chercher dans la solitude le remords de son forfait, c'est une loi naturelle qui a guidé les autres hommes lorsque de tous temps ils ont éprouvé l'impérieux besoin de se séparer des criminels. Les législations grecque et romaine n'ont pas ignoré les mesures par lesquelles le pouvoir social s'efforce de tenir à l'écart, ceux qui par une faute ou par leur conduite inspirent à la fois l'horreur et la crainte. Nous n'insisterons pas davantage sur ces institutions d'un trop vieux passé qui n'ont avec notre

1. Rapport à la Chambre des Pairs sur le projet d'un nouveau mode de surveillance (avril 1844).

interdiction de séjour qu'un rapport bien lointain¹.

C'est seulement à la fin de l'ancien régime que nous voyons apparaître la peine de la mise en surveillance sous sa forme actuelle. Car longtemps avant nos lois républicaines les règlements généraux de police avaient pris soin d'interdire aux galériens libérés certaines résidences déterminées, et l'Ordonnance de 1704 disposait même « qu'en cas d'infraction à cette défense les dits libérés fussent sur la seule preuve de leur identité et sans autre forme de procès renvoyés aux galères ». Le premier système de surveillance connu en France peut donc se résumer dans cette simple formule « La résidence forcée ou les galères ».

Le Code de 1791 non plus que celui de Brumaire an IV ne firent aucune mention de la surveillance de la Haute Police, mais cette peine n'en avait pas moins continué d'exister comme mesure de sécurité politique inhérente aux condamnations criminelles. Nous en trouvons la preuve irrécusable dans l'article 131 de l'acte constitutionnel du 28 Floréal an XII « lorsque la Haute Cour acquitte elle peut mettre ceux qui sont absous sous la surveillance ou à la disposition de la Haute Police de l'État pour un temps qu'elle détermine ». De cet article il résulte, que malgré le silence des Codes de 1791 et de l'an IV, la peine de la surveillance était restée en usage puisque le Législateur conférait à la Haute Cour le droit de l'appliquer sans prendre nul soin de la définir. L'année suivante la situation des forçats libérés fut aggravée, aux termes du décret du 19 Ventose an XIII « ils seront tenus de déclarer la commune où ils voudront établir leur résidence et arrivés

1. Voir notamment Pagès-Ferrère. *L'interdictio aquae et ignis*, thèse Toulouse, 1891.

dans cette commune ils y seront mis sous la surveillance de l'autorité locale ».

Un second décret du 17 juillet 1806 modifia et rendit plus rigoureuse encore cette surveillance. Il interdit aux libérés certaines résidences telles que Paris, Bordeaux, Lyon, et autres villes populeuses, les résidences impériales, les places de guerre, les villes frontières et celles où existaient des bagnes et des maisons centrales et, comme pour compléter l'ensemble de ces précautions, le ministre de la Police eut le droit d'assigner aux libérés une résidence obligée et au besoin de les transporter à son gré d'un lieu dans un autre. La rupture de ban n'était pas sanctionnée par le décret, en fait il n'est pas douteux que le surveillé insoumis était emprisonné pour une durée indéterminée. Le libéré en cours de route était soumis à de multiples formalités, il lui était remis au surplus un congé établi par l'administration de la Marine, pièce mentionnant la date de sa libération, le bagne où il avait subi sa peine et même l'indication de son numéro de forçat. On a pu dire « qu'avec de pareils certificats il était difficile au porteur de trouver du travail et on comprend facilement que bien peu de patrons et d'ouvriers consentaient à employer ou à avoir pour compagnon un citoyen aussi suspect¹.

L'impuissance de ce système fut manifeste, après avoir accusé la douceur du décret de l'an XIII on accusa la sévérité de celui de juillet 1806 pour conclure que la trop grande rigueur aboutissait au même résultat que la trop grande faiblesse.

1. Wachet. *L'interdiction de séjour*, p. 21.

La surveillance de Police établie par le Code Pénal de l'Empire.

La surveillance de la Haute Police soulevait des critiques unanimes ; seul cependant son mode d'exécution rencontrait partout des adversaires. Le principe même ne fut jamais attaqué au cours des discussions qui précédèrent le vote du Code de 1810. Les Conseillers d'État qui en exposaient les motifs au Corps Législatif la justifiaient en ces termes :

« Dans un petit État tout le monde est surveillé parce qu'on est pour ainsi dire réunis sur un même point et que personne ne peut se soustraire à l'œil vigilant de ses concitoyens. Dans un empire immense il est nécessaire qu'une institution sage et active remplace cette surveillance respectueuse qui ne peut y exister. Il faut que les hommes pervers ne soient jamais perdus de vue. Or quelle dénonciation plus pressante que celle qui résulte d'un arrêt de condamnation ? Nous devons attendre des résultats heureux de cette mesure, mais il a fallu prévoir les suites de l'exécution et ne tolérer que la rigueur qui est indispensable. Celui qui sera placé sous cette surveillance donnera une caution solvable de sa bonne conduite. On pourra exiger une caution de ses père, mère, tuteur ou curateur s'il est en état de minorité ; toute personne pourra même être admise à fournir pour lui cette caution. A son défaut le

Gouvernement pourra ordonner l'éloignement du condamné, même lui indiquer une résidence dans un lieu déterminé, et s'il n'obéit pas à l'ordre qu'il a reçu, le Gouvernement pourra le faire arrêter et le détenir pendant tout le temps fixé pour l'état de surveillance.

« Cette attribution à la Haute Police est d'une grande importance. Restreinte par les dispositions spéciales du projet aux gens sans aveu et aux individus condamnés à des peines afflictives ou au bannissement, ne s'exerçant au delà qu'en vertu de condamnations spéciales et pour des cas bien déterminés, c'est une véritable institution dont le nom quelque sévère qu'il puisse paraître au premier aspect, doit rassurer et non alarmer les bons citoyens. La société n'a-t-elle en effet aucune précaution à prendre lorsque des hommes qui l'ont grièvement troublée rentrent dans son sein ? Et s'ils ne peuvent trouver sur toute la surface de l'Empire un citoyen solvable qui veuille cautionner leur conduite future, n'est-ce pas un nouveau degré de suspicion qui s'élève contre eux, et autorise soit à les éloigner d'un lieu désigné, soit à leur prescrire l'habitation d'un autre, soit enfin à les arrêter et à les détenir s'ils désobéissent ? Quand cette restriction des droits individuels du condamné pourrait être considérée comme une aggravation de la peine principale, elle serait juste encore puisqu'elle complète la garantie sociale... Dans ce système tout se trouve en harmonie, et si cette heureuse innovation n'arrête pas toutes les récidives elle en préviendra beaucoup et assurera du moins par le cautionnement une indemnité aux parties lésées par un nouveau délit. »

« La Sûreté Publique, disait encore Target au Conseil d'État, tient essentiellement à cette mesure, elle est

efficace, elle est sage, elle ne blesse ni la Constitution ni le droit des hommes. »

Ainsi justifiée la surveillance de police fit l'objet des articles 44 et suivants du Code Pénal Impérial¹.

1. Code pénal, article 44.

« L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police de l'État, sera de donner au Gouvernement ainsi qu'à la partie intéressée le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement : toute personne pourra être admise à fournir cette caution. Faute de fournir ce cautionnement le condamné demeure à la disposition du Gouvernement qui a le droit d'ordonner soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départements de l'Empire.

Article 45. — En cas de désobéissance à cet ordre, le Gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.

Article 46. — Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du Gouvernement et ayant obtenu sa liberté sous caution aura été condamnée par un arrêt ou un jugement devenu irrévocable pour un ou plusieurs crimes ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes même par corps au paiement des sommes portées dans cet acte.

Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.

Article 47. — Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion, seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine et pendant toute la vie, sous la surveillance de la Haute Police de l'État.

Article 48. — Les coupables condamnés au bannissement seront, de plein droit, sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.

Article 49. — Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Article 50. — Hors les cas déterminés par les articles précédents les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la Haute Police de l'État que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

Le principe fondamental du système du Code était le cautionnement : le condamné fournissait caution, il recouvrait toute sa liberté, sinon il restait à la disposition du Gouvernement. Peu sensibles sous l'extrême sévérité pénale du Code de l'Empire, les inconvénients de ce système apparurent dès la fin de la Restauration. Alors seulement les publicistes commencèrent à l'attaquer comme empreint d'excessive rigueur et comme mettant un invincible obstacle à l'amendement des libérés.

La pratique démentit en effet cruellement les prévisions optimistes du législateur de 1810. Ce système était à la fois injuste, inhumain et inefficace. Injuste, en ce qu'il frappait indistinctement tous les condamnés d'une certaine catégorie sans tenir aucun compte de l'amendement et du repentir, et que surtout, par une distinction inexplicable, il permettait aux seuls condamnés solvables de s'affranchir de la surveillance. Inhumain, en ce que par l'exorbitante mesure des détentions administratives il infligeait à des citoyens légalement libérés de la peine une sorte de servage infamant qui les enchaînait sans relâche et sans pitié soit pour de longues années, soit même jusqu'au tombeau, en ce que d'ailleurs il étouffait dans l'âme du libéré toute pensée d'amendement. Inefficace enfin, en ce qu'il subordonnait l'affranchissement d'une surveillance réclamée par la sécurité publique au paiement d'une faible rançon pécuniaire laquelle, ainsi que l'avaient signalé les avis réitérés du Conseil d'État, était presque toujours acquittée par les libérés les plus dangereux.

Voici du reste en quel termes le chef suprême de la justice proclamait les graves et déplorables conséquences de ce système. On ne peut les résumer avec une plus énergique et plus saisissante précision. « Les mesures prises par la

police pour s'assurer que le libéré occupait réellement la résidence qui lui avait été assignée donnaient au fait de la condamnation une publicité inévitable. Surveillé par des agents subalternes, signalé à la défiance des maîtres, à la jalousie et au mépris des ouvriers, suspect de tous les crimes dans le lieu qu'il habitait, le libéré ne trouvait pas de travail ; l'impossibilité de gagner honnêtement son pain étouffait en lui toute résolution d'une vie meilleure et la misère le rejetait bientôt dans le crime et dans les bagnes ¹. »

Tels étaient de l'aveu solennel de M. le Garde des Sceaux les résultats officiellement constatés d'une loi dont le but avait été de prévenir la récidive. A force de mesures imprudentes on était parvenu à faire de la surveillance une peine véritablement corruptrice et qui loin d'enchaîner comme on l'avait cru les mauvais desseins des libérés les provoquait elle-même au crime.

1. M. Barthe, Garde des Sceaux. Exposé des motifs de la loi de 1832.

La loi de 1832.

Une réforme s'imposait, ce fut l'œuvre de la loi du 28 avril 1832¹. Deux modifications très importantes étaient apportées au régime antérieur : d'une part la suppression du cautionnement, d'autre part la rupture de ban devenait un délit sanctionné par la seule autorité judiciaire.

D'après cette loi, l'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police était de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il serait interdit au condamné de paraître après avoir subi sa peine.

1. Loi du 28 avril 1832.

Article 44. — L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine. En outre, le condamné devra déclarer avant sa mise en liberté le lieu où il veut fixer sa résidence ; il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter dans les vingt-quatre heures de son arrivée devant le maire de la commune ; il ne pourra changer de résidence sans avoir indiqué trois jours à l'avance à ce fonctionnaire le lieu où il se propose d'aller habiter et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route.

Article 45. — En cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'article précédent l'individu mis sous la surveillance de la Haute Police sera condamné par les Tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans.

Article 46. — Abrogé.

Article 47. — Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine et pendant toute la vie, sous la surveillance de la Haute Police.

En outre le condamné devait déclarer avant sa mise en liberté le lieu où il voulait fixer sa résidence. Il recevait une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pouvait s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il était tenu de se présenter dans les vingt-quatre heures de son arrivée devant le maire de la commune. Il ne pouvait changer de résidence sans avoir indiqué trois jours à l'avance à ce fonctionnaire le lieu où il se proposait d'aller habiter et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route. En cas de désobéissance aux dispositions prescrites, l'individu mis sous la surveillance de la Haute Police devait être condamné par les tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pouvait excéder cinq ans. Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion sont de plein droit après qu'ils ont subi leur peine et pendant toute leur vie sous la surveillance de la Haute Police.

Les coupables condamnés au bannissement sont de plein droit sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie. Doivent être aussi renvoyés sous cette même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes et délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne sont placés sous la surveillance de la Haute Police de l'État que lorsqu'une disposition particulière de la loi le permet. En fait ces cas particuliers de mise en surveillance étaient nombreux, ils étaient spécifiés dans 26 articles du Code ¹.

1. Ces 26 articles sont les suivants : 58, 67, 100, 107, 108, 138, 144, 220, 246, 271, 282, 308, 309, 315, 317, 326, 335, 388, 400, 401, 409, 420, 431, 444, 453.

Le législateur n'avait apporté aucune modification aux formalités policières qui continuèrent d'être appliquées, or elles rendaient difficile le reclassement du condamné en dévoilant au public sa véritable identité. Cet oubli du législateur fut réparé par une circulaire du ministre de l'Intérieur du 18 juillet 1833, qui explique en termes parfaits la pensée qui devait diriger l'Administration dans l'application de la surveillance de la police. Elle offre une grande importance, voici ses passages essentiels :

« Monsieur le Préfet, la loi du 28 avril 1832 a modifié d'une manière notable les dispositions des articles 44 et 45 du Code pénal en ce qui concerne la surveillance des condamnés libérés. De nouveaux principes nécessitent de nouvelles instructions. Et d'abord vous avez remarqué sans doute les différences que présentent l'ancien et le nouveau système de surveillance. Jusqu'à ce jour l'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police avait consisté dans le droit conféré au Gouvernement d'exiger des condamnés une caution solvable de bonne conduite. A défaut de caution les condamnés pouvaient être éloignés de certains lieux ou assujettis à une résidence fixe. En cas de désobéissance le Gouvernement avait le droit de les détenir pendant un laps de temps qui pouvait s'étendre à toute la durée de la surveillance.

« Aujourd'hui plus de résidences obligées, plus de détentions administratives. L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police est de donner au Gouvernement le droit de défendre aux condamnés de paraître dans certains lieux après qu'ils auront subi leur peine. Si l'on excepte les localités interdites, les condamnés sont libres de s'établir dans toutes les autres et de changer de résidence à leur gré. Seulement ils sont assujettis dans un intérêt de

sûreté publique à certaines formalités dont l'omission les rend passibles d'un emprisonnement qui peut s'étendre à cinq années. Cette peine doit être prononcée par les Tribunaux.

« Il importe de se bien pénétrer des motifs qui ont déterminé le Gouvernement à provoquer ces modifications. Vous savez que très peu de condamnés profitaient de la faculté de s'affranchir de la surveillance au moyen du cautionnement. Des résidences fixes étaient, par cela même, assignées au plus grand nombre. Ceux-ci ne tardaient pas à être connus. Repoussés par toutes les classes de citoyens, il devenait impossible à quelques-uns, très difficile à beaucoup d'autres, de se procurer des moyens d'existence par l'exercice d'un travail honnête. Il en est même qu'un dénûment absolu réduisait à la triste nécessité d'implorer, comme une faveur, leur admission temporaire dans des maisons de détention.

« De semblables résultats accusaient, dans le système de surveillance, un vice radical que la loi du 28 avril 1832 a eu principalement en vue de faire disparaître.

« Ainsi les condamnés doivent être dispensés à l'avenir de toutes ces mesures de police qui, en donnant au fait de la surveillance une publicité inévitable, les frappaient d'une sorte de réprobation universelle et les mettaient dans l'impossibilité d'amender leur conduite. Ils ne seront donc plus assujettis à se représenter à des époques périodiques comme on leur en avait imposé l'obligation dans certaines villes. Il faut qu'ils soient toujours connus de l'administration, mais, autant que possible, qu'ils restent inconnus du public.....

« Cela posé, il s'agit d'examiner les garanties que la loi nouvelle a stipulées dans l'intérêt de la sûreté publique.

« L'article 44 du Code pénal modifié donne au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine.

« Sur quelles localités portera l'interdiction ? A cet égard, il faut considérer que le nombre des libérés en surveillance légale est aujourd'hui d'environ quarante mille ; et plus ils sont disséminés, moins on aura à redouter ces associations qui se forment souvent entre les repris de justice. Les considérations d'humanité et de prudence se réunissent donc ici pour qu'on limite, autant que possible, le nombre des localités où il sera défendu aux libérés de fixer leur résidence. Dans l'état actuel des choses, il a paru convenable de borner l'interdiction aux villes suivantes :

« Paris et les communes du département de la Seine ; Lyon, Rhône ; Marseille, Bouches-du-Rhône ; Bordeaux, Gironde ; Lille, Nord ; Strasbourg, Bas-Rhin ; Nantes, Loire-Inférieure ; Brest, Finistère ; Toulon, Var ; Rochefort, Charente-Inférieure ; Lorient, Morbihan ; Cherbourg, Manche.

« Paris, siège du Gouvernement et ville d'une immense population, a toujours été placé, sous ce rapport, dans un cas exceptionnel. Plusieurs des autres villes désignées renferment nos premiers établissements militaires ou maritimes ; il était d'une sage prévoyance d'en défendre le séjour aux hommes que de graves condamnations mettent dans un état de suspicion légitime. »

L'Administration désirait donc réduire au strict minimum le nombre des localités interdites, et c'est aussi avec une très juste appréciation du problème de la libération qu'elle admettait que cette interdiction n'était pas absolue. Il serait trop rigoureux en effet à moins de considérations majeures d'éloigner d'une ville les individus qui y auraient

soit leur famille, soit des répondants ou qui pourraient mieux que partout ailleurs s'y procurer des moyens d'existence, et le ministre se réservait le droit de statuer sur ces cas particuliers après une information préalable.

Par contre, le Gouvernement décidait que si les condamnés sont libres à certains égards de se fixer dans toutes les localités non interdites, il n'en est pas moins autorisé à les contraindre de s'éloigner de leur résidence lorsqu'ils s'y conduisent de manière à compromettre la sûreté publique. Il jugeait en effet, qu'il était dans l'esprit de la loi qu'en dehors des défenses générales qui s'appliquent à tout individu en état de surveillance il y a lieu de soumettre chaque condamné à des interdictions particulières, qui seront le résultat d'une appréciation de sa moralité et des dangers présumés de sa présence dans tel ou tel lieu. Le Ministre donnait l'assurance que ses interdictions particulières ne pouvaient être prononcées que pour des motifs d'une gravité réelle et qu'il ne donnerait son assentiment qu'aux propositions fondées sur des faits précis ou sur des présomptions bien établies.

Le législateur de 1832 avait fondé les plus grandes espérances sur le système si libéral de la nouvelle loi, l'expérience devait bientôt les dissiper ; « les repris de justice, les malfaiteurs les plus dangereux abusant de la faculté concédée par la loi variaient à plaisir leur résidence, véritables nomades à l'intérieur on les vit circuler d'une extrémité de la France à l'autre, transformant les résidences choisies par eux en gîtes d'étapes où ils restaient seulement le temps nécessaire pour avoir le droit de les quitter. La surveillance dépourvue de moyens d'action, désarmée de toute puissance était devenue complètement inefficace. Ce vaga-

bondage autorisé leur permettait de vivre sans travailler puisque le Gouvernement leur fournissait un secours de route¹... Les condamnations pour vagabondage et pour mendicité se multiplièrent alors dans d'énormes proportions ».

Le Gouvernement s'émut de cette situation et le 26 août 1842 le ministre de l'Intérieur adressait aux Conseils Généraux une circulaire qui traçait en ces termes son embarras : « La Société est encore à douter que les adoucissements apportés à la surveillance par la législation de 1832 aient rendu les libérés moins redoutables. Elle est même à se demander si la plus grande liberté dont ils jouissent, si la faculté qu'ils ont depuis cette époque de résider dans toutes les localités dont le séjour ne leur a pas été interdit n'est pas un danger de plus pour la sécurité publique. Et peut-être en serait-il ainsi en effet car le nombre des récidivistes n'a pas cessé de s'accroître. »

Les Conseils Généraux furent presque unanimes à reconnaître les fâcheux résultats du système de 1832 et en demander la modification immédiate. Presque aussitôt après cette enquête une proposition de loi sur la surveillance des condamnés fut déposée par le comte Beugnot et le Président Boulet². Cette proposition était un retour au système de 1810, elle repoussait le cautionnement mais aggravait la surveillance en donnant au Gouvernement

1. Ce fut ce que l'on appela non sans raison : « le vagabondage légal avec secours de route ».

2. Projet de MM. Beugnot et Boulet.

Article 44. — L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu où le condamné devra résider après l'expiration de sa peine ainsi que les formalités propres à constater sa présence dans ce lieu.

Au moment de sa libération il aura une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter dans les vingt-quatre heures de son arrivée devant le maire de la commune.

dans tous les cas, le droit de déterminer le lieu où le condamné devait résider après l'expiration de sa peine, ainsi que les moyens propres à y constater sa présence continue. Une Commission fut nommée par la Chambre des Pairs. elle apporta quelques modifications au texte primitif¹, le projet ainsi modifié faisait l'objet de graves critiques². mais les événements de 1848 survinrent et trois ans après surgit un nouveau système devant lequel s'effacèrent la loi de 1832 et les réformes encore à l'état de projet.

1. Projet de la Commission.

Article 44. — L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider après qu'il aura terminé sa peine.

Néanmoins tout condamné qui présentera et fera agréer par le Préfet, pour caution de sa bonne conduite, un citoyen domicilié, inscrit au rôle des contributions directes et jouissant des droits civiques civils et de famille, pourra, soit lors de sa libération, soit depuis, choisir le lieu de sa résidence dans les départements dont le séjour ne lui sera pas interdit par le Gouvernement.

La caution souscrira l'engagement de faire représenter le libéré à toute réquisition de l'autorité ; faute de remplir cet engagement elle sera poursuivie devant le tribunal civil à la requête du ministère public et condamnée à une amende de 500 à 3.000 francs. Si le libéré ne fournit pas de caution l'administration déterminera les formalités propres à constater sa présence continue dans le lieu de sa résidence. Dans l'un et l'autre cas le condamné recevra au moment de sa libération une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter dans les vingt-quatre heures de son arrivée devant le maire de la commune.

Les feuilles de route, les passeports des condamnés en surveillance seront délivrés par le Préfet.

La masse de réserve sauf le prélèvement de la somme nécessaire au voyage sera transmise au lieu de la résidence choisie par lui ou désignée par le Gouvernement et lui sera remise sans frais au fur et à mesure de ses besoins.

2. Faustin-Hélie préconisait le principe de caution personnelle mais avec une application des plus larges et des plus favorables à l'amendement du condamné.

Le projet malgré le cautionnement n'exonérait pas le libéré de toutes les charges de la surveillance.

« Le projet attache la responsabilité de la caution au seul défaut de représenter le libéré à toutes les réquisitions de l'autorité. Pourquoi ces réquisitions ? Pourquoi cette comparution du libéré devant l'autorité ? » Faustin-Hélie. *Revue de législation*, 1844, p. 555.

Les décrets de 1851 et 1870.

Le décret du 8 décembre 1851¹ ouvre une nouvelle période dans laquelle il peut sembler qu'on ait fait table rase de tous les enseignements prodigués par les résultats des systèmes de surveillance qui avaient été successivement mis en vigueur.

1. Décret du 8 décembre 1851 :

Le Président de la République sur la proposition du Ministre de l'Intérieur ; considérant que la France a besoin d'ordre, de travail, et de sécurité ; que depuis un trop grand nombre d'années la société est profondément troublée par les machinations de l'anarchie ainsi que par les tentatives insurrectionnelles des affiliés aux sociétés secrètes et repris de justice toujours prêts à devenir des instruments de désordre ; considérant que, par ses constantes habitudes de révolte contre toutes les lois, cette classe d'hommes, non seulement compromet la tranquillité, le travail et l'ordre public mais encore autorise d'injustes attaques et de déplorables calomnies contre la saine population ouvrière de Paris et de Lyon ; considérant que, la législation actuelle est insuffisante et qu'il est nécessaire d'y apporter des modifications tout en conciliant les devoirs de l'humanité avec les intérêts de la sécurité générale, décrète :

Article 1^{er}. — Tout individu placé sous la surveillance de la Haute Police qui sera reconnu coupable de rupture de ban pourra être transporté par mesure de sûreté générale dans une colonie pénitentiaire ou à Cayenne ou en Algérie. La durée de la transportation sera de cinq années au moins et de dix ans au plus.

Article 2. — La même mesure sera applicable aux individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète.

Article 3. — L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police sera à l'avenir de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider après qu'il aura subi sa peine. L'Administration déterminera les formalités propres à constater la présence continue du condamné dans le lieu de sa résidence.

Article 4. — Le séjour de Paris et celui de la banlieue de cette ville

La réforme se caractérise par un retour aux mesures de 1810 avec le cautionnement en moins et la transportation en plus. Ces rigueurs furent inspirées par des considérations politiques, les surveillés avaient pris une part active dans les troubles de cette époque. Cependant le décret eût le grave tort de généraliser des mesures dont seule l'application aux faits du domaine politique était justifiée par les événements. Le Gouvernement reprit donc le droit, absolu cette fois, de déterminer le lieu où les condamnés devraient résider après avoir subi leur peine et à son gré la rupture de ban était sanctionnée soit par l'emprisonnement soit par la transportation. Le séjour de Paris et sa banlieue était interdit. Avec de telles dispositions transportées dans le droit commun, toutes les garanties de la loi disparaissaient, tout respect de la liberté individuelle était méconnu¹. Une circulaire de 1852 vint réglementer la procédure du changement de résidence : l'autorisation du Préfet était nécessaire et n'était

sont interdits à tous les individus placés sous la surveillance de la Haute Police.

Article 5. — Les individus désignés par l'article précédent seront tenus de quitter Paris et la banlieue dans le délai de dix jours à partir de la promulgation du présent décret à moins qu'ils n'aient obtenu un permis de séjour de l'Administration. Il sera délivré à ceux qui la demanderont une feuille de route et de secours qui réglera leur itinéraire jusqu'à leur domicile d'origine ou jusqu'au lieu qu'ils auront désigné.

Article 6. — En cas de contraventions aux dispositions prescrites par les articles 4 et 5 du présent décret, les contrevenants pourront être transportés par mesure de sûreté générale dans une colonie pénitentiaire à Cayenne ou en Algérie.

Article 7. — Les individus transportés en vertu du présent décret seront assujettis au travail sur l'établissement pénitentiaire. Ils seront privés de leurs droits civils et politiques. Ils seront soumis à la juridiction militaire, les lois militaires leur seront applicables. Toutefois en cas d'évasion de l'Établissement les transportés seront condamnés à un emprisonnement qui ne pourra excéder le temps pendant lequel ils auront encore à subir la transportation.

1. Auzies. *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, t. XIII.

donnée qu'après instruction préalable sur les véritables motifs du déplacement. Comme il fallait s'y attendre, ces prescriptions sévères eurent des effets déplorables. La surveillance ainsi organisée devint un fléau pour les libérés qui, retenus malgré eux dans certaines localités qui leur étaient imposées, prétendirent qu'ils n'y trouveraient aucune ressource pour vivre et rompirent leur ban de surveillance ; il était encore préférable d'encourir les peines sévères de la rupture de ban que de mourir de faim. Le décret de 1851 avait donc transformé en surveillés en rupture de ban les surveillés en état de vagabondage légal de la loi de 1832. L'opinion publique fut alertée et le Gouvernement Impérial recula lui-même devant la mise à exécution des rigueurs dont il était armé ¹.

En 1869 fut déposée à la Chambre des Députés une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret de 1851. Le Gouvernement s'associa à cette tentative de réforme. Les Préfets et les Procureurs Généraux furent consultés sur les nouvelles mesures qu'il convenait de prendre envers les libérés ; d'une façon générale le retour pur et simple à la loi de 1832 fut préconisé ². Moins de vingt ans après cette loi de 32 si décriée était considérée comme un système encore viable : « Tout commande d'y revenir, disait M. Bastid dans un rapport au Corps Législatif le 9 juin 1870, avec d'autant plus de raison qu'ici il n'est pas permis

1. Le 24 janvier 1864 le Gouvernement Impérial déclarait à la Tribune du Corps Législatif qu'il fallait regarder l'article 3 du décret comme complètement abrogé.

« Depuis l'amnistie il n'a reçu aucune application et n'en recevra plus. »

2. Il n'est pas une Cour d'Appel qui n'ait critiqué avec plus ou moins de vivacité le système du décret de 1851 et qui n'ait vu dans la surveillance de la Haute Police ainsi pratiquée un fléau pour les libérés et un danger pour la Société.

M. d'Haussonville. *Les Etablissements pénitentiaires.*

d'ajourner la solution et qu'une étude nouvelle par le caractère mixte de la surveillance, mesure préventive et pénale tout à la fois, se rattache par bien des points à l'examen qui n'est pas possible en ce moment de l'ensemble de notre système pénitentiaire et des œuvres charitables. »

Le projet adopté par le Corps Législatif fut ajourné par le Sénat vivement impressionné par les troubles dont Paris venait d'être le théâtre. La question ne devait pas rester longtemps en suspens, le 4 septembre la Révolution éclatait.

Quelques jours après, le 24 octobre 1870, parut au Bulletin des Lois ce décret du Gouvernement de la Défense Nationale :

Article 1^{er}. — Le décret du 8 décembre 1851 et la loi du 17 janvier 1852 sont abrogés.

Article 2. — L'effet du renvoi sous la Haute Police de l'État sera ultérieurement réglé.

Ce décret lors de sa parution souleva deux difficultés d'ailleurs vite résolues en pratique. Tout d'abord avait-il une valeur légale ? On admit unanimement que le seul fait de son insertion au Bulletin des lois a suffi pour sa promulgation.

Quelle en était la portée ? L'article premier ayant abrogé le décret de 1851 et l'article 2 renvoyant à une date ultérieure l'effet du renvoi sous la surveillance de police, fallait-il conclure à une suspension provisoire de cette surveillance ou à une mise en vigueur implicite des dispositions législatives antérieures au décret de 1851 ? L'interprétation littérale du texte est très certainement en faveur de la suspension du régime de la surveillance. Beaucoup s'effrayèrent de cette suppression radicale et

n'hésitèrent pas à adopter l'opinion contraire ¹. Tranchant une vaine controverse, le ministre de l'Intérieur donna satisfaction à l'opinion générale par une circulaire du 4 novembre 1871, qui prescrivit aux Préfets d'appliquer aux surveillés la législation de 1832 qui fut ainsi remise en vigueur, sans qu'aucun texte législatif ne le décide.

Depuis 1851 la surveillance de Police vivait sous un régime provisoire, les modifications étaient l'œuvre des événements ou de l'opinion, non d'une étude réfléchie ; il fallut cependant attendre la loi du 23 janvier 1874 pour voir apporter à notre matière une étude sérieuse.

1. C'est ainsi que l'un d'eux, M. Renault, motivait son opinion : « La surveillance de la Haute Police n'est pas abrogée, elle doit donc produire un certain effet. Lequel ? Il est naturel que ce soit l'effet réglé par la législation antérieure à celle qui est abrogée. Voilà ce qui est sous-entendu par le rédacteur du décret qui a seulement voulu se donner la satisfaction d'indiquer qu'il y avait des réformes à opérer dans l'institution et qu'on y procéderait plus tard. » *Revue critique* de 1874, p. 573.

La loi du 23 janvier 1874.

Cette loi ¹ est extrêmement importante, elle ne se contente pas de réformer le mode, le régime même de la surveillance, elle apporte des modifications profondes à sa réglementation, elle s'occupe de la durée de cette peine,

1. Loi du 23 janvier 1874.

Article 1^{er}. — Les articles 44, 46, 47, et 48 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 44. — L'effet du renvoi sous la surveillance de la Haute Police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine. Le condamné devra déclarer au moins quinze jours avant sa mise en liberté le lieu où il veut fixer sa résidence ; à défaut de cette déclaration, le Gouvernement le fixera lui-même.

Le condamné à la surveillance ne pourra quitter la résidence qu'il aura choisie ou qui lui aura été assignée avant l'expiration d'un délai de six mois sans l'autorisation du Ministre de l'Intérieur.

Néanmoins les Préfets pourront donner cette autorisation : premièrement : dans les cas de simple déplacement dans les limites mêmes de leur département ; deuxièmement : dans les cas d'urgence, mais à titre provisoire seulement.

Après l'expiration du délai de six mois ou avant même l'expiration de ce délai, si l'autorisation nécessaire a été obtenue, le condamné pourra se transporter dans toute résidence non interdite à la charge de prévenir le maire huit jours à l'avance. Le séjour de six mois est obligatoire pour le condamné, dans chacune des résidences qu'il choisira successivement pendant tout le temps qu'il sera soumis à la surveillance, à moins d'autorisation spéciale, donnée conformément aux dispositions précédentes, soit par le Ministre de l'Intérieur, soit par les Préfets.

Tout condamné qui se rendra à sa résidence recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage.

Il sera tenu de se présenter dans les vingt-quatre heures de son arrivée devant le maire de la commune qu'il devra habiter.

Article 46. — En aucun cas, la durée de la surveillance ne pourra excéder vingt années. Les coupables condamnés aux travaux forcés

du pouvoir donné au Juge en matière criminelle de la diminuer ou même de la supprimer complètement, des effets de la commutation ou de la remise d'une peine perpétuelle, de la grâce, de la suspension administrative, de la prescription.

Nous n'examinerons pour l'instant que le principe de surveillance consacré par cette loi.

C'est un retour à la législation de 1832 : droit pour le surveillé de choisir sa résidence sous la réserve des interdictions générales ou spéciales de séjour que l'Administration conserve toujours le droit de prononcer.

Quant au changement de résidence, la loi ne tombe pas

à temps et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant vingt années, sous la surveillance de la Haute Police. Néanmoins, l'arrêt ou le jugement de condamnation pourra réduire la durée de la surveillance ou même déclarer que les condamnés n'y seront pas soumis.

Tout condamné à des peines perpétuelles qui obtiendra commutation ou remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit sous la surveillance de la Haute Police pendant vingt ans.

Article 47. — Les coupables condamnés au bannissement seront de plein droit sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par l'arrêt ou le jugement de condamnation. Dans les cas prévus par le présent article et par les paragraphes 2 et 3 de l'article précédent si l'arrêt ou le jugement ne contient pas dispense pour réduction de la surveillance, mention sera faite, à peine de nullité, qu'il en a été délibéré.

Article 48. — La surveillance pourra être remise ou réduite par voie de grâce. Elle pourra être suspendue par mesure administrative. La prescription de la peine ne relève pas le condamné de la surveillance à laquelle il est soumis.

En cas de prescription d'une peine perpétuelle le condamné sera de plein droit sous la surveillance de la Haute Police pendant vingt années.

La surveillance ne produit son effet que du jour où la prescription est accomplie.

Article 2. — Des règlements d'administration publique détermineront le mode d'exercice de la surveillance et fixeront les conditions sous lesquelles, après un temps d'épreuve, cette surveillance pourra être suspendue.

dans l'exagération du système de 1832 qui, en reconnaissant aux surveillés le droit de changer à leur gré de domicile, avait créé à leur profit ce qu'on a appelé le vagabondage légal. Un délai minimum de six mois était indispensable pour que le condamné puisse faire une demande de changement de résidence, cette défense de la loi n'était d'ailleurs pas inflexible, l'interdiction pouvant être levée après l'examen de motifs valables. Cette loi fut complétée par les règlements d'administration publique des 30 août ¹ et 13 octobre 1875 précisant les formalités qui permettraient

1. Décret du 30 août 1875.

Article 1^{er}. — La feuille de route avec itinéraire obligé remise au condamné libéré qui se rend à sa résidence sera établie en la forme ordinaire des passeports gratuits sauf l'insertion avant la date de la mention suivante, écrite à la main : délivré en exécution de la loi du 23 janvier 1874.

Article 2. — Dans les vingt-quatre heures de son arrivée à destination, le surveillé devra déposer sa feuille de route à la mairie ou au bureau de police dans les communes où il existe un ou plusieurs commissaires de police ; il lui sera remis en échange un permis de séjour délivré par le maire qui transmettra la feuille de route à la Préfecture où elle sera conservée en dépôt.

Article 3. — Dans les huit jours qui précéderont le changement de résidence du surveillé sa feuille de route sera envoyée par le préfet au maire, qui la visera pour la nouvelle destination du surveillé et la remettra à celui-ci en échange du permis de séjour.

Si cette feuille de route est périmée, le Préfet en fera parvenir une nouvelle au maire qui la remettra au surveillé en échange du permis de séjour et la visera au moment du départ.

Article 4. — Le surveillé sera tenu de faire constater sa présence au lieu de sa résidence en se présentant à la mairie ou au bureau de police à des époques qui seront déterminées pour chaque surveillé par le maire, sauf l'approbation du préfet. Le préfet pourra après avoir pris l'avis du maire dispenser le surveillé de cette obligation, à charge de faire constater sa présence de toute autre façon.

Article 5. — La surveillance pourra être suspendue par le Ministre de l'Intérieur sur la proposition du Préfet après un temps d'épreuve qui ne devra jamais être inférieur à la moitié de la durée totale de cette surveillance.

Cette mesure pourra toujours être rapportée par une décision ultérieure du Ministre de l'Intérieur qui sera notifiée au surveillé sous l'application des articles 44 et 45 du Code pénal il sera mis en demeure

de s'assurer de la présence du condamné à son domicile.

La discussion de la loi du 23 janvier 1874 fut très compliquée, très vive et très longue. C'est M. Raudot qui engagea la lutte. Il soutint que le projet, loin d'atténuer la rigueur des dispositions antérieures, les aggravait, il dit, que ces dispositions étaient détestables et que la loi nouvelle leur donnait une nouvelle consécration. « Je sais bien, ajouta-t-il, qu'on va me reprocher d'avoir dit d'une loi qu'elle est détestable, c'est vrai, j'ai peut-être été trop loin dans l'expression de ma pensée. » Au fond il persista à dire que la surveillance de la Haute Police ne sert à rien autre chose qu'à faire mourir les libérés de faim et à les exciter à commettre de nouveaux crimes.

M. Jules Favre sans aller aussi loin que M. Raudot, car il reconnut formellement que la loi constituait un véritable progrès, qu'elle était conçue dans un esprit libéral et humain, en combattit également les dispositions et fit valoir des objections que l'on pourra toujours opposer au système de la surveillance, quelque modérés quelque sages que soient les mesures qui la constituent.

En effet malgré de sérieuses améliorations la loi de 1874 laissait encore subsister le vice fondamental de la surveillance : après cette loi comme avant, la situation du surveillé ne reste pas inconnue du public. Le libéré reçoit une feuille de route, son itinéraire est fixé. Il doit faire constater sa présence en se présentant à la Mairie. Ces différentes formalités, peu apparentes sans doute, n'en sont pas moins dénonciatrices et dès lors la surveillance devient un obstacle au reclassement du condamné.

de souscrire immédiatement une déclaration de résidence et à défaut de cette déclaration il sera procédé d'office conformément à l'article 44, paragraphe 2 du Code pénal.

D'autre part la réglementation sévère du changement de résidence était susceptible de mettre le libéré dans une situation critique. Il suffit de supposer qu'un chômage imprévu se produise dans la résidence choisie par le surveillé. Celui-ci ne peut aussitôt aller chercher ailleurs l'emploi de ses forces et de son industrie, avant que l'autorisation administrative ne soit obtenue, le malheureux reste en proie à la misère.

Du reste, cette faculté que laisse la loi de 1874 de choisir le lieu de la résidence constitue un avantage bien plus apparent que réel. A part de rares exceptions presque tous les individus soumis à la surveillance étaient hors d'état de faire avec discernement le choix du lieu qui leur offre le plus de facilités pour trouver du travail, il leur était impossible de se renseigner à cet égard et ils choisissaient au hasard une ville éloignée afin d'avoir à courir les aventures pendant longtemps. Arrivés à leur destination, quand ils ne se détournaient pas de leur itinéraire pendant le trajet, ils y rencontraient mille difficultés, et les voilà réduits au vagabondage, à la rupture, à la mendicité ou au vol.

CONCLUSION

La peine de la surveillance de la Haute Police vient de vivre son premier siècle, trois grandes réformes législatives, cinq décrets, de multiples circulaires n'ont pu assurer au surveillé qu'un sort misérable.

Voilà un homme sortant du bagne, de la maison de force, de la maison centrale ou de la prison ; il est libre, il a expié sa faute, il a subi sa peine, il a passé de longs jours d'angoisse et d'horreur dans ces enfers du mal dont on cherche avec tant de nobles mais pénibles efforts à faire les

purgatoires de l'expiation pour les criminels. Il est libre, mais non il ne l'est pas ; il est enfermé dans ce cercle de fer que lui fait la surveillance de la police, prison plus terrible que la prison même, puisqu'en lui donnant une apparence de liberté, en lui laissant croire qu'il est libre, elle le tient enserré en réalité dans des chaînes si lourdes qu'elle paralyse tous ses mouvements moraux et même physiques.

Qu'est-ce qu'un homme ainsi annulé, mutilé, rabaisé par la situation que lui fait cette peine ? C'est un corps sans âme, un être auquel manquent toutes les impulsions qui font agir l'homme dans la société. Cet homme c'est le maudit que chacun fuit, c'est le taré qui n'ose approcher de personne, c'est le lépreux de la vallée d'Aoste, à côté de la société qui le rejette ou qui le parque comme une bête fauve dans une cage dont les barreaux sont faits d'incapacités et de répulsions.

Toute peine doit être réformatrice ayant un but d'amélioration. Celle de la surveillance loin d'avoir ce but produisait le résultat tout contraire, elle irritait, elle désespérait mais ne réformait pas le criminel.

A-t-elle ralenti le mouvement de la criminalité ? A-t-elle fixé les libérés dans leur résidence ? les a-t-elle rendus meilleurs ? A-t-elle par la contrainte ou l'amendement empêché la réalisation de leur coupables desseins ? Les récidivistes ont-ils été moins nombreux ? L'expérience et la statistique répondent à ces questions et toutes leurs réponses sont négatives¹.

1. Les statistiques sont particulièrement éloquentes :

De 1874 à 1884 décroissance sensible du nombre des condamnations entraînant la surveillance :

En matière criminelle : 1373 en 1884 contre 1912 en 1874.

En matière correctionnelle : 1306 contre 2192.

Pendant le même laps de temps, les condamnations pour rupture de ban passaient de 3738 en 1874 à 5035 en 1884.

La surveillance n'opposait pas au renouvellement du crime une barrière efficace. Elle n'était pas suppressive des moyens de nuire. Et comment l'aurait-elle été en effet ? Elle ne s'exerçait pas sur le libéré à chaque heure ou à chaque jour, s'il voulait commettre un délit il le pouvait, s'il voulait partir il le pouvait aussi et qu'importe à celui qui médite un crime de courir la chance d'une condamnation correctionnelle pour rupture de ban. Celui-là seul craindra réellement une pareille condamnation qui redouterait bien davantage encore la peine plus rigoureuse ou d'un crime ou d'un grave délit. Les meilleurs étaient donc retenus à leur résidence tandis que les malfaiteurs vraiment dangereux ne l'étaient jamais.

La surveillance permettait-elle au moins de constater plus facilement la culpabilité de ceux qui la subissant avaient commis de nouveaux crimes ? En aucune manière. La culpabilité des libérés a besoin d'être établie comme celle de tous les autres inculpés et la vague présomption qui les peut atteindre ne dispense pas de la preuve. Pour les habiles la surveillance pouvait devenir au contraire un moyen utile d'échapper à de légitimes soupçons et de se créer en quelque sorte un alibi légal.

Mais suffit-il de dire que la surveillance paraît inefficace ? En 1880 ne pouvait-on pas relever encore contre elle les reproches officiels et généraux qu'on lui adressait en 1832 ? N'était-elle pas souvent un obstacle au travail vraiment désiré et sérieusement cherché ? N'était-elle pas pour beaucoup un empêchement insurmontable à la constitution de la famille ? Et si elle conduisait à la misère, si elle laissait l'individu dans la solitude et le découragement n'engendrait-elle pas aussi les passions qui trompent, la douleur qui égare et le désespoir qui pousse aux dernières

extrémités les pensées et les actes ? N'est-ce pas là la cause de bien des crimes, de bien des récidives ?

Et quand les résidences obligées étaient d'ailleurs si peu gardées, quant on voit les condamnations correctionnelles pour rupture de ban s'élever suivant une progression alarmante, n'est-on pas conduit à penser que cette peine de la surveillance était entachée d'un vice grave qu'il était nécessaire de rechercher et de combattre ?

Près de 50.000 surveillés attendaient une solution qui qui pour eux, pour la société était le port de salut, la mesure rigoureusement nécessaire.

TITRE II

Le diminutif de la surveillance de la Haute Police :

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Historique de l'Article 19 de la loi du 27 mai 1885.

La criminalité avait triplé dans la dernière moitié du XIX^e siècle, cet accroissement énorme était dû d'après les statistiques ¹ aux progrès effrayants de la récidive. Depuis longtemps l'impuissance, la nocivité même de la Surveillance de la Haute Police avaient été démontrées, il fallait prendre une mesure de défense sociale : ce fut la loi de 1885 sur la relégation.

La relégation allait éliminer de notre territoire la ma-

1. Considérons le nombre des délits communs, poursuivis en général par le Ministère Public : ce nombre moyen annuel a progressé jusqu'en 1851-1855, il a même triplé :

1826-1831 : 41.140 ; 1831-1835 : 46.496 ; 1836-1841 : 60.510 ; 1841-1845 : 72.212 ; 1846-1850 : 96.570 ; 1851-1855 : 124.560.

Il a déchu de 1856 à 1870 :

122.532, 1856 à 1860 : 118.161, 1861 à 1865 : 118.621, 1866 à 1870.

Mais il a repris un nouvel essor à partir de 1871-1875 : 132.623 et en 1876-1880 il est de 146.024 supérieur, donc de 17 p. 100 à celui de 1851-1855.

Récidivistes : de 1826 à 1850.

Le nombre moyen annuel des accusés traduits devant le jury a peu varié de 1826 à 1850, mais celui des récidivistes s'est accru de 76 p. 100.

1826-1830 : 1.107 ; 1831-1835 : 1.386 ; 1836-1840 : 1.727 ; 1841-1845 : 1.768 ; 1846-1850 : 1.949.
de 1851 à 1880.

Le nombre des récidivistes jugés contradictoirement par les Cours d'assises marchant de pair avec celui des accusés a nécessairement diminué de 1851 à 1880, mais le chiffre proportionnel s'est accru de période en période.

1851-1855 : 33 p. 100 ; 1856-1860 : 36 p. 100 ; 1861-1865 : 38 p. 100 ; 1866-1870 : 41 p. 100 ; 1871-1875 : 47 p. 100 ; 1876-1880 : 48 p. 100.

Les récidives parmi les hommes prévenus de délits communs ont plus que doublé :

1851-1855 : 21 p. 100 ; 1856-1860 : 28 p. 100 ; 1861-1865 : 34 p. 100 ; 1866-1870 : 41 p. 100 ; 1871-1875 : 41 p. 100 ; 1876-1880 : 46 p. 100.

jeune partie des récidivistes dangereux. Se fiant entièrement à cette mesure allait-on enfin supprimer la surveillance dont l'appellation seule était impopulaire ? On put le croire un moment, une longue expérience n'avait-elle pas prouvé en effet qu'il fallait renoncer à se mouvoir dans le cercle vicieux de la résidence forcée ou de la résidence choisie, systèmes tous deux hérissés d'inconvénients et incapables de produire aucun des résultats utiles en vue desquels la surveillance a été instituée.

Le projet de la commission de la Chambre des Députés supprimait la surveillance purement et simplement¹. Des critiques s'élevèrent presque aussitôt. Au Sénat M. Frédéric Thomas protesta en déclarant que cette suppression allait permettre aux récidivistes d'envahir la Capitale. Un amendement fut présenté par MM. Rodat et Renault dont le texte², en interdisant au condamné

1. Projet de la commission de la Chambre des Députés :

Article 21. — Sont abrogées toutes les dispositions relatives à la surveillance de la Haute Police ainsi que la loi du 9 juillet 1852 concernant l'interdiction de séjour à Paris et dans les communes formant l'agglomération lyonnaise.

2. Amendement Rodat et Renault :

Est abrogée la loi du 9 juillet 1852 concernant l'interdiction par mesure administrative du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise. La peine de la surveillance de la Haute Police est supprimée en tout ce qui concerne l'obligation de résidence en des lieux déterminés. Elle n'aura désormais d'autre effet que d'entraîner l'interdiction du séjour et de l'accès du département de la Seine.

Restent en conséquence applicables, pour cette interdiction les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la remise ou suspension de la surveillance de la Haute Police et des peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code Pénal. Tous individus placés au moment de la promulgation de la présente loi sous la surveillance de la Haute Police sont et demeureront de plein droit soumis pour le temps qui restait à courir de cette peine à l'interdiction du séjour et de l'accès du département de la Seine.

Cette interdiction ne devra être prononcée en aucun cas lorsque la transportation sera encourue.

l'accès et le séjour du département de la Seine, répondait aux préoccupations de ne pas laisser du jour au lendemain, par l'effet de la mise en vigueur de la loi, tous les repris de justice de France affluer dans Paris, alors surtout que la loi sur la rélévation n'avait pu produire son effet : débarrasser la Métropole des malfaiteurs les plus dangereux.

Lorsque le projet vint en discussion au Sénat, M. Bérenger critiqua vivement ce système et demanda le maintien pur et simple de la législation de 1874. Malgré cette opposition le texte, voté par le Sénat, adopté ensuite par la Chambre, est devenu l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 ainsi conçu :

« Est abrogée la loi du 9 juillet 1852 concernant l'interdiction par voie administrative du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise ¹.

« La peine de la surveillance de la Haute Police est supprimée. Elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

« Toutes les autres obligations et formalités imposées par

1. La loi du 9 juillet 1852 concernait l'interdiction par voie administrative du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise. Sur la proposition du Préfet de Police à Paris, du Préfet du Rhône à Lyon, le Ministre pouvait infliger cette interdiction administrative pendant un délai déterminé qui ne pouvait excéder deux ans, à ceux qui, n'étant pas domiciliés dans ce département ou ces communes :

1° Ont subi depuis moins de dix ans une condamnation à l'emprisonnement pour rébellion, mendicité ou vagabondage, ou une condamnation à un mois de la même peine pour coalition.

2° Ou n'ont pas dans les lieux ci-dessus indiqués des moyens d'existence.

La contravention à l'arrêté d'interdiction était punie d'un emprisonnement de huit jours à un mois. Le Tribunal pouvait en outre placer les condamnés sous la surveillance pendant un an au moins et cinq ans au plus.

l'article 44 du Code pénal sont supprimées à partir de la promulgation de la présente loi sans qu'il soit dérogé aux dispositions de l'article 635 du Code d'instruction criminelle.

« Restent, en conséquence, applicables pour cette interdiction les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la Haute Police et les peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code pénal.

« Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le gouvernement signifiera aux condamnés actuellement soumis à la surveillance de la Haute Police les lieux dans lesquels il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine. »

Le régime institué par la loi de 1885.

Son application.

En 1885 donc la surveillance de la Haute Police est supprimée et remplacée par un régime nouveau. Le premier rôle de l'interdiction de séjour est la défense de la société. Comme la peine qu'elle remplace, elle est une mesure de protection contre les entreprises criminelles d'individus, récidivistes pour la plupart, et ne présentant pas un degré d'amendement suffisant pour qu'il soit possible de les libérer sans qu'une mesure de sûreté soit prise contre eux.

Cette mesure de sûreté consiste uniquement à défendre à l'interdit de séjour de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération. La loi de 1885 dispensait donc l'interdit de souscrire des déclarations de résidence, de recevoir des passeports recognitifs, de séjourner six mois dans une commune, de se présenter dans les bureaux d'un maire ou d'un commissaire de police. Il était en un mot absolument libre de se rendre où bon lui semblait, sous réserve de ne point paraître dans les localités interdites.

Mais ce droit donné au Gouvernement d'interdire certains séjours aux libérés n'est pas véritablement une création de la loi de 1885. La peine de la surveillance en effet avait toujours compris deux éléments distincts :

Premièrement. — Résidence forcée ou résidence choisie.

Deuxièmement. — Interdiction de certains séjours à toutes les époques. La législation de 1885 supprime sans doute le premier élément, mais elle maintient le second.

Ce nouveau régime esquissé à grands traits par l'article 19 de la loi de 1885, il appartenait maintenant au Gouvernement de l'appliquer, de préciser son fonctionnement.

Il fallait tout d'abord déterminer à quelle date l'article 19 était devenu applicable. Il n'est pas douteux que dans la pensée du législateur le régime de l'interdiction était destiné à remplacer immédiatement le système de la surveillance. Il était en effet logique de supprimer sans délai une institution « aux conséquences funestes » qui contribuant à rejeter les condamnés dans l'oisiveté et de là la misère, les faisait retomber dans le crime ou le délit. Cependant en s'appuyant sur l'article 21 on a pu valablement soutenir que la loi du 27 mai 1885 n'était exécutoire qu'à partir de la publication du règlement d'Administration publique.

Le Garde des Sceaux dans une circulaire du 8 juin 1885 tranchait cette controverse en s'attachant au texte et à l'esprit de la loi : « la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, d'après son article 21, ne sera exécutoire qu'à partir de la promulgation du règlement d'administration publique qui devra intervenir dans le délai déterminé par le paragraphe dernier de l'article 18.

« Mais il n'en est ainsi qu'en ce qui concerne les dispositions qui font l'objet principal de la loi dont il s'agit. Celles qui suppriment la surveillance de la Haute Police et lui substituent la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement sont au contraire entrées en vigueur après

la promulgation de la loi selon les règles ordinaires. »

Dans une circulaire du 1^{er} juillet 1885 le ministre de l'Intérieur reprenait cette interprétation.

Ainsi, d'une façon indirecte, le Gouvernement précisait la situation des individus déjà soumis à la surveillance. Une disposition transitoire de la loi de 1885 décidait en effet que dans les trois mois qui suivraient sa promulgation il serait signifié aux condamnés actuellement soumis à la surveillance les lieux dans lesquels il leur serait interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine.

Mais alors quelle était la condition légale des surveillés pendant la période qui s'est écoulée entre le 27 mai 1885 date de la promulgation de la loi et le 26 août de la même année époque où a pris fin le délai de trois mois laissé au Gouvernement pour notifier aux surveillés la liste des lieux interdits ? Le Gouvernement s'était prononcé pour la suppression immédiate de la surveillance, il admit comme conséquence logique qu'à compter de la promulgation de la loi la peine de la rupture de ban ne pouvait être appliquée à ces individus pour infraction aux dispositions de l'article 44 du Code pénal. Les surveillés ont donc joui, durant cette période intermédiaire, de la liberté d'aller et de venir et cette liberté n'a pris fin qu'au jour où l'interdiction leur a été notifiée ¹.

La loi ne précisait aucunement l'autorité chargée de fixer les lieux interdits ainsi que le mode de fixation.

1. A l'appui de l'opinion contraire on invoquait la difficulté où se trouverait le Gouvernement pour retrouver et atteindre par ses notifications les ex-surveillés qui, se sachant trois mois de liberté, n'auraient pas manqué de quitter leur résidence pour dissimuler leurs traces à la police, et l'on ajoutait, non sans justesse, que le législateur qui tient à ce que ces notifications leur parviennent, n'a pas voulu certainement leur fournir les moyens de pouvoir s'y dérober.

La circulaire du ministre de l'Intérieur du 1^{er} juillet 1885 en donna la liste, elle comprend :

- 1^o Des localités interdites à titre général ;
- 2^o Des localités interdites à titre particulier.

On fait unanimement remarquer en effet que deux intérêts sont à sauvegarder : un intérêt général, un intérêt particulier. Certaines localités comme les grands centres industriels, les villes frontières, les villes où sont situés des établissements pénitentiaires importants doivent être interdites à tous les surveillés par mesure de sûreté générale. C'est au Gouvernement seul qu'il appartient de désigner ces localités car lui seul peut connaître les précautions qu'il convient de prendre.

Le deuxième intérêt à sauvegarder est celui des particuliers qui, soit dans leur personne, soit dans leurs biens, ont été victimes d'un délit ou d'un crime, ici il y a nécessité de prononcer des interdictions spéciales contre tel ou tel surveillé de manière à empêcher de véritables scandales. Primitivement la liste des localités interdites était la suivante :

Localités interdites à titre général :

Alpes-Maritimes : Nice, Cannes. Bouches-du-Rhône : Marseille, Gironde : Bordeaux et banlieue : Bègles, Cauderan, le Bouscat, Talence, Bruges. Loire : Saint-Étienne. Loire-Inférieure : Nantes. Nord : Lille. Basses-Pyrénées : Pau. Rhône : Lyon et agglomération lyonnaise. Saône-et-Loire : Le Creusot. Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise : tout le département. Localités interdites à titre particulier :

1^o L'Algérie : l'interdiction de cette colonie ne s'applique qu'aux individus qui n'y sont pas nés.

2^o La Corse : l'interdiction du département ne s'applique qu'aux Corses qui ont été condamnés par les tribunaux du pays.

3^o La circonscription communale et les annexes de la maison centrale ; cette dernière interdiction ne s'applique qu'à la maison centrale où le condamné a été détenu.

Enfin tout individu condamné pour attentat à la pudeur, meurtre, incendie ou menaces de mort ne pouvait reparaître dans la commune, l'arrondissement, le ou les départements où sa présence serait pour la population une cause de danger ou d'effroi.

Pour cette catégorie d'individus les préfets faisaient connaître au ministre les localités qu'ils croyaient utile de leur interdire à titre spécial. Celui-ci statuait sur la proposition des préfets. Les interdictions étaient loin d'être absolues, de tout temps l'Administration a donné des autorisations de séjour dans les lieux interdits, ces autorisations étaient exceptionnelles et essentiellement révocables.

Toutefois dans les instructions de sa circulaire du 1^{er} juillet 1885 le ministre de l'Intérieur rappelait aux Préfets que les individus ayant obtenu l'autorisation de se fixer dans des localités interdites continueraient naturellement et tant qu'ils s'en montreraient dignes, à jouir de la faveur qui leur avait été accordée.

Par une limitation rigoureuse des centres interdits le Gouvernement appliquait dans son esprit la loi de 1885 car le législateur avait voulu faire de l'interdiction une mesure de défense assez souple pour permettre le reclassement du condamné en lui facilitant la recherche du travail. Malheureusement on retomba très vite dans l'erreur, on oublia que si l'interdiction de certains séjours était faite pour protéger dans une certaine mesure la population honnête de ces localités elle ne devait pas empêcher le condamné de trouver l'emploi de son industrie. On oublia

aussi par trop la carte industrielle, agricole et commerciale de la France, et on interdit au hasard des demandes de politiciens intéressés et de certains procureurs généraux des régions entières où le libéré ayant une profession déterminée pouvait seulement trouver le travail spécial qui lui convenait.

La liste des localités interdites établie par l'Administration s'allongeait chaque jour : sur un arrêté du 9 octobre 1900 concernant un condamné pour coups et blessures, domicilié à Paris, figuraient : sept départements en entier, huit arrondissements, treize grandes villes. Une telle énumération n'était-elle pas suffisante pour entraîner une réforme ? Les sociétés de patronage s'élevèrent avec force contre cet abus. Au début de l'année 1901 M. Bérenger intervint personnellement auprès du Président du Conseil : une révision de la liste des localités fut mise à l'étude, elle aboutit à la réforme du 18 janvier 1902. Cette réforme qui avait contre elle les avis des Procureurs Généraux, des Préfets et des Conseils Municipaux, des villes et régions interdites était si faible qu'elle ne pouvait satisfaire les sociétés de patronage qui recommencèrent leur campagne, une seconde circulaire en date du 21 décembre 1907 réduisit alors dans d'assez notables proportions les localités interdites ¹.

1. La liste nouvelle établie par la circulaire du 21 décembre 1907 est la suivante :

Ain : Sathonay, l'arrondissement de Gex. Alpes-Maritimes : Nice. Bouches-du-Rhône : Marseille. Gironde : Bordeaux. Isère : Jardin, Pont-Évêque, Reventin, Vangris, Septème, Seysserel, Vienne, Villette, Serpaise. Loire : La Fouillouse, La Ricamarie, La Talaudière, La Tour en Jarret, Le Chambon, Saint-Jean Bonnefonds, Forgerolles, L'Étrat, Planfoy, Roche la Molière, Rochetaillée, Saint-Étienne, Saint-Genest Lerpt, Saint-Priest en Jarret, Terrenoire, Villars. Loire-Inférieure : Chantenay, Doulon, Nantes, Rezé. Nord : Faches, Hellemmes, La Madeleine, Lembersant, Lezennes, Lille, Lomme, Loos, Marq-en-Ba-

Bien vite, de nouveau, on oublia sans doute les raisons d'impérieuse nécessité qui militaient en faveur de la réduction du nombre des localités interdites car, depuis ces réformes, de nombreuses adjonctions furent apportées et en définitive, à la veille du décret-loi du 30 octobre 1935, la liste des lieux interdits était la suivante :

Ain : Crépieux, Neyton, Sathonay-Camp, Sathonay-Village, l'arrondissement de Gex.

Aisne : L'arrondissement de Saint-Quentin.

Allier : Vichy, Cusset, Bellerive-sur-Allier.

Alpes-Maritimes : Les communes des cantons d'Antibes, Beausoleil, Cagnes, Cannes, Grasse, Menton, Nice, Villefranche.

Aube : La ville de Troyes.

Belfort : La ville de Belfort.

Barcelonne, Mons-en-Barœul, Ronchin, Roubaix, Saint-André, Séquedin, Tourcoing, Wattignies. Rhône : Bron, Caluire et Cuire, La Mulatière, Saint-Rambert, Saint-Romain-en-Gal, Vaux-en-Velin, Venissieux, Villeurbanne. Haute-Savoie : les arrondissements de Saint-Julien et Thonon. Seine, Seine-et-Oise, tout le département. Seine-et-Marne : les arrondissements de Fontainebleau, Meaux et Melun. Seine-Inférieure : Amfreville-la-Mivoie, Bihorel, Bléville, Blosseville, Bonsecours, Bois-Guillaume, Canteleu, Darnetal, Deville-lès-Rouen, Grand-Quevilly-Graville, Honfleur, Le Havre, Maromme, Montivilliers, Mont-Saint-Aignan, Notre-Dame-de-Boudeville, Petit-Quevilly, Rouen, Sainte-Adresse, Sauvie, Sotteville-lès-Rouen. Var : Toulon.

L'Algérie et la Tunisie.

Le canton où est situé la maison centrale dans laquelle l'interdit de séjour a subi sa peine principale. Si la maison centrale est située dans une ville divisée en plusieurs cantons, l'interdiction s'étend à tous ces cantons. La circulaire ajoute que les préfets pourront toujours, par rapport motivé, proposer au Ministre d'interdire, à titre spécial, à tel condamné déterminé une ou plusieurs localités ne figurant pas sur la liste générale, et qu'à partir du 1^{er} janvier 1908, il n'y aura plus lieu de déférer à l'autorité judiciaire, pour infraction à l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, les interdits de séjour qui se rendraient dans les localités, dont l'accès leur a été défendu antérieurement à titre général, ne figurant plus sur la nouvelle nomenclature.

Bouches-du-Rhône : La ville et les deux cantons d'Arles, les arrondissements d'Aix et de Marseille, la ville de Tarascon.

Calvados : L'arrondissement de Pont-L'Évêque et la ville de Lisieux.

Finistère : L'arrondissement de Brest et les cantons de Crozon et du Faou.

Gironde : Bassens, Bègles, Bordeaux, le Bouscat, Bruges, Caudéran, Cenon, Floirac, Lormont, Mérignac, Talence.

Hérault : Les villes de Béziers, Montpellier, Sète.

Indre-et-Loire : Tours.

Isère : Grenoble, Fontaine, Seyssin-et-Pariset, Seyssins, Sassenage, Domène, Villard-Bonnot, Corenc, Meylan, La Tronche, Saint-Egrève, Saint-Martin-le-Vinous, Pont-de-Claix, Échirolles, Saint-Martin-d'Hères, Poisat, Eybens, Gières, Vizille, Jardin, Pont-Évêque, Reventin-Vaugris, Septème, Seyssuel, Vienne, Vilette-Serpaize.

Loire : La Fouillouse, la Ricamarie, la Talaudière, la Tour-en-Jarez, le Chambon-Feugerolles, l'Étrat, Planfoy, la Roche-la-Molière, Rochetaillée, Saint-Étienne, Saint-Genest-Lerpt, Saint-Jean-Bonnefonds, Saint-Priest-en-Jarret, Terrenoire, Villars.

Loire-Inférieure : Montoir, Nantes, Rezé, Saint-Joachim, Saint-Nazaire, Escoublac, la Baule, Pornichet, Saint-Sébastien-sur-Loire, Trignac.

Loiret : La ville d'Orléans.

Marne : La ville de Reims.

Meurthe-et-Moselle : Tout le département.

Meuse : Tout le département.

Moselle : Tout le département.

Nord : Fache, Hellemes, la Madeleine, Lambersart, Lezennes, Lille, Lomme, Loos, Marcq-en-Barœul, Mons-en-

Barœul, Ronchin, Roubaix, Saint-André, Séquedin, Tourcoing, Wattignies.

Oise : Chantilly, Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise, Notre-Dame-du-Thil, Saint-Paul, Villiers-Saint-Paul.

Pyrénées (Basses-) : Biarritz, Pau.

Rhône : Bron, Caluire et Cuire, la Mulatière, Loire, Lyon, Oullins, Pierre-Bénite, Sainte-Colombe, Sainte-Foy, Saint-Fons, Saint-Rambert, Saint-Romain-en-Gal, Vaux-en-Velin, Vénissieux, Villeurbanne.

Rhin (Bas-) : Tout le département.

Rhin (Haut-) : Tout le département.

Savoie (Haute-) : Les arrondissements de Saint-Julien et Thonon.

Seine et Seine-et-Oise : Tout le département.

Seine-Inférieure : Amfreville-la-Mivoie, Bihorel, Bléville, Blosseville-Bonsecours, Bois-Guillaume, Canteleu, Darnétal, Deville-lès-Rouen, Grand, Gouronne, Grand-Quevilly, Harfleur, le Havre, Maromme, Montivilliers, Mont-Saint-Aignan, Notre-Dame-de-Bondeville, Oissel, Petit-Couronne, Petit-Quevilly, Rouen, Sainte-Adresse, Saint-Étienne-du-Rouvray, Sanvic, Sotteville-lès-Rouen.

Seine-et-Marne : L'arrondissement de Meaux, y compris les cantons rattachés de Coulommiers et de Rebais ; l'arrondissement de Melun, y compris les cantons rattachés de la Chapelle-la-Reine, Château-Landon, Fontainebleau, Lorrez-le-Bocage, Moret-sur-Loing, Nemours et Rozoy ; le canton de Montereau-Faut-Yonne.

Somme : Amiens, Longueau.

Var : Les communes des cantons de Fréjus, Grimaud, Saint-Tropez ; celles de l'arrondissement de Toulon.

Vienne (Haute-) : La ville de Limoges.

Yonne : La ville de Sens.

L'Algérie, la Tunisie, le Maroc (zone française).

Le canton où est situé la Maison centrale dans laquelle il a subi sa peine. Si la Maison centrale est située dans une ville divisée en plusieurs cantons, l'interdiction s'étendra à tous les cantons.

Il appartenait enfin au Gouvernement de choisir les mesures propres à assurer la notification des lieux interdits.

D'après la circulaire du 1^{er} juillet 1885, les Préfets devaient transmettre au ministre de l'Intérieur : 1^o Une feuille individuelle contenant le signalement de chacun des détenus soumis à l'interdiction de séjour et libérables dans les trente jours ; 2^o une notice de renseignements sur chacun des individus, rigoureusement établie d'après un modèle annexé à la circulaire. En même temps les Préfets devaient soumettre au Ministre les motifs qui leur paraissaient de nature à faire interdire à titre spécial le séjour de telle ou telle localité à tel ou tel individu condamné pour attentat à la pudeur, meurtre, incendie, menaces de mort. Le Ministre prenait alors l'arrêté d'interdiction de séjour dont l'ampliation était remise au Préfet. Notification de cet arrêté était faite par le Préfet au condamné, et une copie certifiée conforme lui en était laissée, il ne pouvait ainsi arguer devant les tribunaux qu'il n'avait pas eu connaissance des lieux où il lui était interdit de paraître. La notification est en effet constitutive du délit de rupture de ban et aucune infraction ne peut être retenue qu'autant qu'elle aura été faite.

D'après l'alinéa 2 de l'article 19, cette notification devait être faite avant la libération, cette disposition n'indiquait toutefois qu'une simple mesure de prévoyance et n'a jamais été considérée comme une règle stricte d'où devait

dépendre sa validité. Il arrivait en effet assez fréquemment que la notification des lieux interdits ne puisse être faite avant la libération, soit que l'interdit ait été condamné à une courte peine d'emprisonnement, soit qu'il ait bénéficié des dispositions de la loi du 26 mars 1891 ¹.

1. Une thèse contraire est soutenue par M. Wachet. « Aux termes de l'article 19, paragraphe 2, c'est avant la libération du condamné que la signification des localités interdites doit lui être faite. Comme il s'agit ici d'une loi pénale, ces mots doivent être pris à la lettre : la désignation qui serait faite une seule minute après que le libéré a mis le pied hors de la prison serait nulle et le condamné qui n'en tiendrait pas compte ne saurait être poursuivi pour infraction et interdiction de séjour. »

Critique.

La réforme de 1885 avait été conçue dans un esprit libéral, la peine de l'interdiction de séjour séduisit, on se passionna même pour cette mesure, qui au lendemain de sa création fut appliquée avec régularité. Il paraissait que le législateur, averti de la difficulté du problème par les vicissitudes que subirent les différents régimes de la surveillance de la Haute-Police, avait tiré profit des erreurs du passé.

Nous l'avons déjà dit, l'esprit de la loi de 1885 était de permettre le reclassement du condamné ; dans ce but, les formalités dénonciatrices de la surveillance furent supprimées et remplacées par une simple interdiction de paraître dans un certain nombre de villes. Si ce système ne donnait pas à notre matière une solution originale, apportait-il du moins une amélioration ?

Très vite les premières statistiques permirent de se rendre compte que les résultats escomptés n'avaient pas été atteints. Les tribunaux correctionnels ont prononcé un nombre de condamnations à l'interdiction qui a pu varier mais qui s'est cependant maintenu. Par contre, le nombre des infractions à l'interdiction de séjour augmentait régulièrement, sans doute il ne dépassait pas, sauf en 1885, le nombre des condamnations à l'interdiction, mais il s'en rapprochait de fort près.

De tels résultats ne pouvaient passer inaperçus, et dès 1894, moins de dix ans après son application, le mode d'exécution de l'interdiction de séjour fut vivement critiqué au Congrès des Sociétés de Patronage des Libérés tenu à Anvers, il apparaissait déjà clairement que cette peine ne permettait pas le reclassement du condamné.

Les congrès de Rouen (1905) et de Rennes (1908) continuèrent cette campagne. L'interdiction de séjour y fut jugée comme un « système illusoire et injuste ».

En 1908 au Congrès de Rennes M. Étienne Matter était plus catégorique encore : « je n'ai d'autre titre, disait-il, pour soulever de nouveau la question de l'interdiction de séjour qu'une expérience de dix ans des œuvres de patronage des libérés. Je ne crains pas d'affirmer que cette expérience condamne cette peine accessoire. Elle est, si j'ose ainsi m'exprimer, une fabrique de véritables scories sociales, et s'il s'agit d'étrangers, elle est complétée, dans le plus mauvais sens du mot, par la mesure administrative de l'expulsion, par laquelle les Gouvernements se rejettent réciproquement les scories sociales, sans pouvoir en débarrasser leur territoire.

« Je me hâte d'ajouter que cette appréciation sévère de l'interdiction de séjour ne m'est point personnelle. Elle est partagée, et c'est ce qui m'autorise à me montrer aussi affirmatif, par la plupart des administrateurs et des fonctionnaires de la Police avec lesquels j'ai l'occasion de m'entretenir. Tous ou presque tous s'accordent à reconnaître ses mauvais effets.

« On peut affirmer que l'interdiction de séjour n'est pas une gêne pour le libéré non amendé, décidé à se mal conduire, qui n'hésite absolument pas à revenir dans les lieux défendus. Elle est au contraire un obstacle au relè-

vement de l'homme repentant qui désire se recréer une existence et qui éprouve les plus grandes difficultés à le faire dans les localités peu importantes où il n'est pas connu, où les étrangers sont parfois mal vus et où, en général, les sociétés de patronage ont peu de ressources ¹. »

En peu de mots M. Étienne Matter reprochait donc à l'interdiction de séjour les mêmes résultats désastreux déjà attribués à l'ancienne surveillance de police.

Elle ne fut pas en effet une mesure de protection sociale permettant de suivre l'individu, d'exercer un contrôle sur ses actes, de le diriger et d'éviter ainsi les rechutes.

Au lieu d'être un moyen de prévention de la récidive, de permettre le reclassement du condamné, il semble qu'elle ait abouti à l'inverse du résultat escompté et qu'elle poussait l'individu à la récidive au lieu de la prévenir.

Et d'abord le système de la loi de 1885 fut inefficace au point de vue social. Sur ce point quel résultat pouvait-on attendre d'une loi qui n'exige du condamné aucune obligation positive ? Le législateur voulait conserver un moyen de protection sociale, il en adoptait un parfaitement illusoire.

Dès sa sortie de prison le libéré se dérobait, inconnu la plupart du temps des services de police il revenait en fait là où il voulait. La grande ville, ordinairement interdite, constituait un refuge où, mieux que partout ailleurs, il pouvait se cacher. La police, privée de tout moyen de contrôle, avouait ne pouvoir exercer efficacement son action. Pour être repris et condamné pour infraction à un arrêté d'interdiction, l'interdit devait commettre un nouveau délit ou se trouver un jour mêlé à un incident quelconque nécessitant une intervention policière.

1. *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 970.

M. Waldeck-Rousseau lors du vote de la loi disait qu'il ne dépendait que du condamné lui-même de se soustraire à l'exécution de la peine accessoire de l'interdiction de séjour. Depuis on a répété à l'envi que cette peine n'était exécutée que par ceux qui le voulaient bien, tellement il apparaît à tous que par son principe même elle ne peut empêcher un malfaiteur de venir retrouver sa victime ; et celui-ci sera d'autant moins gêné qu'il est un criminel plus dangereux, prêt à commettre de nouveaux méfaits. Car ainsi que le dénonçait M. Honorat, directeur honoraire à la Préfecture de Police, quels individus arrête-t-on surtout pour infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour ?

« Précisément ceux qui sont les moins dangereux et qui se sont remis au travail. A tout moment on voit un malheureux rentré depuis six mois ou un an dans une localité où il a trouvé un emploi, reconnu par l'agent qui l'a arrêté. On l'amène chez le commissaire, on le condamne et on ne peut pas faire autrement. On ne peut même que féliciter l'agent qui a fait son devoir. Mais il n'en est pas moins vrai que si au lieu de venir travailler dans un lieu interdit, l'individu en question s'était borné à y passer de temps en temps, furtivement, vagabondant ici et là et menant une vie tout à fait irrégulière, il n'aurait probablement pas été pris. Ce sont surtout les libérés intéressants qui se laissent arrêter et les pires malfaiteurs qui échappent ¹. »

Bien plus, depuis longtemps on avait critiqué ce procédé qui consiste à défendre l'accès des grandes villes à des individus dangereux et où la police est mieux organisée que dans les localités de moindre importance ou les campagnes. Le résultat est de dériver sur des villes encore im-

1. *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 1234.

portantes, mais non interdites, une population dangereuse de souteneurs et de criminels professionnels qui déjouent facilement la surveillance d'une police locale insuffisante.

« N'est-il pas paradoxal, disait encore M. Honnorat, que les villes qui possèdent la meilleure organisation policière et qui ont à leur disposition le plus de moyens de surveiller les malfaiteurs sont précisément celles qui ne veulent pas les garder et qui les envoient dans les campagnes où il n'y a pas de police ¹ ? »

On ne tarda pas à s'apercevoir combien ces critiques étaient fondées, des petites localités devinrent le refuge habituel de bandes organisées, Avignon, par sa proximité de Marseille, était le repaire tranquille et abrité des plus notoires magnats de la traite des blanches.

Le Gouvernement sentit ce danger, une circulaire du ministre de l'Intérieur du 1^{er} février 1935 ne cacha pas que la concentration des interdits de séjour dans les localités demeurées ouvertes compromettait la sécurité de ces dernières. Ne lit-on pas enfin dans le rapport au Président de la République joint au décret du 30 octobre 1935 : « qu'éloignés des divers centres dont l'accès leur était fermé, les interdits refluèrent vers les localités de moindre importance qui, se faisant chaque année moins nombreuses, devinrent rapidement des foyers de chômage et le centre d'une criminalité recrudescente. »

Il n'est guère possible de dénoncer plus clairement l'échec d'une réforme qui avait pour premier but la défense de la société.

Mais voici qui est plus grave encore : la réforme de 1885

1. *Revue pénitentiaire*, 1908.

avait la prétention d'être un moyen de prévention de la récidive, de permettre le reclassement du condamné, en fait le jeu automatique de l'interdiction avec sa longue liste de villes interdites, à laquelle on ajoutait tous les ans un certain nombre de localités nouvelles aboutissait à condamner le libéré au vagabondage obligatoire et à la récidive inévitable. L'application de la loi fut en effet très simple : d'une part l'Administration allongeait le plus possible la liste imprimée des localités interdites, que suivait un post-scriptum manuscrit d'interdiction supplémentaire. D'autre part, toutes les communes, avides de tranquillité, demandaient à être ajoutées à la liste ¹.

Les véhémentes protestations des sociétés de patronage ne purent entraver l'extension considérable des lieux interdits dont la liste dans son dernier état comprenait : deux départements en entier, un arrondissement et 97 villes, soit toutes les grandes villes, les grands centres industriels, les ports de mer...

Mais des ouvriers d'art ne peuvent vivre que dans les grandes villes, un bijoutier, un horloger, un ébéniste ne peuvent trouver du travail dans la campagne, certains ouvriers n'ont aucun emploi dans des localités rurales, les voilà donc réduits au vagabondage, à la mendicité ou à revenir dans les grandes villes interdites et où ils sont exposés à commettre de nouveaux délits parce qu'ils ne trouvent pas facilement à se placer à cause de leur casier judiciaire, ce qui faisait dire à M. Honnorat : « condamner

1. « La ville d'Orléans n'était pas, récemment encore, inscrite parmi les localités interdites. Un parlementaire l'y a fait ajouter pour qu'il n'y ait pas d'interdits de séjour dans la ville si comme il faut qu'il représentait. Ce sont les interventions politiciennes qui ont étendu en surface l'interdiction de séjour et voilà pourquoi les localités où un individu pourrait trouver du travail sont interdites ». M. Tassy. *Congrès des sociétés des patronages*, 1933.

un individu à l'interdiction de séjour, c'est le condamner à ne pas trouver de travail. »

On a aussi critiqué, unanimement et non sans justesse, cet « abus formidable » de l'interdiction qui justifié pour une ville déterminée, ne l'est pas au contraire dans la plupart des cas.

Si l'on peut comprendre l'interdiction générale de toutes les grandes villes et de toutes les agglomérations importantes lorsqu'il s'agit de criminels particulièrement dangereux n'exerçant aucune profession bien définie comme les souteneurs, les apaches, les vagabonds ou mendiants incorrigibles qu'il importe d'éloigner de tout centre où ils pourraient retrouver des gens de leur acabit, il n'en est plus de même lorsqu'on se trouve en présence de condamnés ayant une profession déterminée qui ne peuvent trouver d'occupation que dans les villes ou dans certaines régions, le Nord par exemple, pour les ouvriers de l'industrie sucrière, la région lyonnaise pour l'industrie de la soie, les ports de mer pour les marins.

Peut-on véritablement soutenir que l'ordre public est intéressé à interdire le séjour de Paris à un individu qui a tué sa femme à Marseille ? Un marin a commis un vol au Havre : faut-il l'empêcher d'aller s'embarquer à Bordeaux ? Telle qu'elle était organisée, l'interdiction de séjour, pour les individus de ces diverses catégories, aboutissait à l'impossibilité absolue d'exercer leur profession. Elle était donc un obstacle à leur reclassement. Ce manque d'individualisation de la peine est grave, M. Étienne Matter en 1924 citait un exemple des déplorables conséquences qu'entraînait la liste générale dressée par l'Administration : « Avant la guerre, disait-il, les industriels du Bassin de Briey déclaraient qu'ils aimaient mieux employer des

Français ayant subi une condamnation, que des étrangers qui avaient envahi cette région. Or, depuis deux ans, tout le Bassin de Briey est sur la liste des lieux interdits. Cette mesure cause un grave préjudice à la main-d'œuvre française. » De tels exemples amenaient à penser que « le résultat de l'interdiction de séjour c'est la récidive ».

L'échec de la réforme était complet.

Le système de la loi de 1885 ne connut pas seulement les critiques des juristes, des parlementaires, des membres de sociétés de patronage, elle souleva aussi un instant vers 1910 l'indignation des travailleurs syndicalistes qui virent en elle une atteinte intolérable à leurs droits syndicaux. Le 8 avril 1910 les terrassiers parisiens réunis au Tivoly Hall votent l'ordre du jour suivant :

« Les terrassiers considérant que la peine de l'interdiction de séjour, à laquelle Julian et Ricordeau ont été condamnés, étant une atteinte aux libertés syndicales des travailleurs, déclarent s'opposer à ce que cette peine leur soit appliquée, étant prêts à répondre par la violence aux violences gouvernementales... »

Le 25 avril de la même année, la haine contre cette mesure est encore manifestée dans l'ordre du jour suivant : « Le 21^e congrès des travailleurs, après avoir entendu le camarade Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., proteste énergiquement contre les peines infligées aux camarades Ricordeau et Julian et aux camarades de Rouen et contre l'interdiction de séjour, peine tendant à supprimer du prolétariat les militants syndicalistes de la C. G. T. »

Cette agitation souleva le 23 novembre suivant une interpellation de MM. Lauche et Colly qui fut discutée à la Chambre. Le gouvernement de M. Caillaux soutint la

légalité de cette mesure. Cette effervescence fut très éphémère et l'interdiction de séjour disparut rapidement de la scène politique.

Voyons maintenant si la Société qui se plaint si fort des libérés a fait tout ce qu'elle pouvait et devait faire pour les préserver de la récidive.

TITRE III

**LA RÉFORME DU DÉCRET-LOI
DU 30 OCTOBRE 1935**

De quelques réformes précédemment proposées.

Depuis plus de trente ans l'interdiction de séjour attaquée dans son mode d'exécution aussi bien que dans son principe même faisait l'objet des plus vives critiques. Parlementaires, juristes, membres de sociétés de patronage ou de la Société Générale des Prisons ont dénoncé les lacunes et les imperfections de la loi de 1885, ce nouvel échec appelait une nouvelle réforme. Les solutions proposées furent nombreuses et l'accord est loin d'exister entre les différents systèmes présentés et soutenus par les criminalistes les plus éminents.

C'est principalement au cours des congrès de patronage que furent élaborés ces divers projets de réforme, les uns demandant la suppression pure et simple de l'interdiction de séjour, les autres se contentant d'apporter au régime existant des modifications plus ou moins profondes.

LES VŒUX DE SUPPRESSION. — Il n'est pas de congrès de patronage qui n'ait favorablement accueilli l'idée d'une suppression complète de l'interdiction de séjour.

En 1911, au congrès de Rennes, le projet de vœu : « l'interdiction de séjour doit être supprimée » fut adopté, à une petite majorité il est vrai (31 voix contre 27), mais voici quelle était la résolution finale de la séance :

1^o L'interdiction de séjour doit être supprimée. Le

8^e congrès, en votant la suppression de l'interdiction de séjour n'entend pas désarmer la société, car il espère que la suppression de cette peine sera corrigée par une application plus sévère des peines principales, surtout à l'égard des récidivistes.

2^o Subsidiairement pour le cas où le parlement refuserait de supprimer l'interdiction de séjour le congrès émet les vœux suivants ¹...

Le congrès déclarait donc bien ouvertement que s'il proposait des réformes ce n'était qu'à titre subsidiaire, pour le cas où le Parlement jugerait indispensable le maintien d'une peine accessoire.

Le 12 juin 1923, la conférence des directeurs des Sociétés de Patronage déclarait « accepter sans réserve les vœux du congrès de Rennes » et décidait qu'il y avait lieu plus que jamais de supprimer l'interdiction de séjour.

Dans de nombreuses séances, la Société Générale des Prisons formulait le même désir.

Cette thèse de la suppression radicale de l'interdiction de séjour était en effet soutenue par les voix les plus autorisées. M. Étienne Matter disait le 11 juin 1908 à la Société Générale des Prisons :

« Le congrès de Rouen a déjà signalé les vices de l'interdiction de séjour. Il s'est efforcé de les atténuer, et je serais disposé à vous demander au moins subsidiairement de reprendre ses conclusions. Mais je n'hésite pas à aller plus loin et m'inspirant au besoin des exemples d'un ancien ministre des Colonies, M. Chautemps, qui annonce bien haut son intention de proposer au Parlement la suppression de la transportation et de la relégation, je vous soumet-

1. *Revue pénitentiaire*, 1911, p. 1119.

trais volontiers une formule radicale condamnant l'interdiction de séjour, tout en réclamant de compenser cette suppression de la peine accessoire par une application plus rigoureuse de la peine principale d'emprisonnement, et de tempérer cette dernière peine elle-même, quand elle aurait été en partie subie, par l'envoi dans une colonie de travail, puis par la libération conditionnelle combinée avec l'intervention protectrice d'une œuvre de patronage.

« Je formulerai ce premier vœu de la manière suivante : l'interdiction de séjour sera remplacée par une sévérité beaucoup plus grande dans le châtiment, tempérée par un adoucissement de la prison après une première période d'épreuve et une large application de la libération conditionnelle¹. »

Pour M. Honnorat, l'interdiction de séjour a les mêmes inconvénients que la surveillance de la Haute Police qu'elle a remplacé et dont elle n'est qu'un mauvais succédané, s'il faisait partie du Parlement, il n'hésiterait pas à la supprimer en se fondant sur les renseignements qu'une expérience de quarante ans à la Préfecture de Police lui a permis de recueillir.

MM. Garraud, H. Rollet, Berlet se montraient eux aussi convaincus de la nécessité de supprimer l'interdiction de séjour.

PROJETS DE MODIFICATION. — Les partisans de la suppression radicale de l'interdiction de séjour se rendaient bien compte que leurs idées, quoique solidement étayées par une puissante argumentation, étaient encore des idées d'avant-garde qui avaient peu de chance d'être prises en

1. *Revue pénitentiaire*, 1908, p. 971.

considération par les pouvoirs publics. Pour faire œuvre utile peut-être fallait-il se contenter de demi-mesures ?

Les sociétés de patronage offrirent de surveiller le libéré ; dès 1905 elles avaient préconisé un système qui pendant trente ans a constitué la base de leurs revendications, le voici :

1^o L'interdiction de résidence devra être limitée aux lieux qui seront fixés par le Tribunal, le prévenu entendu sur ce point spécial, avec obligation pour le Tribunal de spécifier dans le jugement les motifs qui le détermineront à interdire tels ou tels lieux au condamné.

2^o L'interdiction de séjour de certains lieux pour les libérés conditionnels sera fixée par la commission de libération conditionnelle.

3^o Une loi organisera la suspension conditionnelle de l'interdiction de séjour sous la surveillance des sociétés de patronage.

4^o Le ministre de l'Intérieur, quant à présent, tiendra rigoureusement la main à ce que la circulaire du 18 janvier 1902 soit obéie, et à ce qu'on tienne un compte tout particulier de l'appui, qu'apporterait aux condamnés, une société de patronage s'engageant à leur procurer du travail et à surveiller leur conduite.

5^o Les sociétés de patronage des localités non interdites accorderont leur concours aux libérés soumis à l'interdiction de séjour suivant un mode qui sera réglé par le comité central, notamment en acceptant de recevoir en libération conditionnelle les condamnés qui sembleraient pouvoir mériter cette faveur.

Ce projet adopté à la suite des rapports de MM. Tixier et Deschamps était aussi approuvé par M. Étienne Matter qui soumit en 1908 à la Société Générale des Prisons des

conclusions identiques mais subsidiaires, certes, à son vœu de suppression.

M. Jacquier proposait :

1^o Que la libération conditionnelle devienne judiciaire ;

2^o Que certains récidivistes et les interdits de séjour soient tenus de déclarer leur résidence ;

3^o Que dans le cas où l'interdiction de séjour est prononcée, les tribunaux fixent eux-mêmes les localités interdites ;

4^o Qu'un pouvoir discrétionnaire soit conféré aux Tribunaux pour autoriser la résidence dans une localité dont le séjour a été interdit à un condamné ;

5^o Que les individus soumis à l'interdiction de séjour par application des articles 271, 334, 335, 379 à 401, 405 du Code pénal et le paragraphe 4, article 4 de la loi du 27 mai 1885 soient tenus de justifier d'une profession habituelle et de moyens d'existence avouables.

M. le sénateur Bérenger qui depuis longtemps se préoccupait de cette question en saisit le Gouvernement. Le 26 juillet 1908 il déposait sur le bureau du Sénat le texte suivant :

Article 1^{er}. — Tout individu condamné, en état de récidive, dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal, ou de l'article 5 de la loi du 26 mars 1891, doit faire connaître, avant sa mise en liberté, le lieu où il se propose de résider ; s'il s'abstient ou refuse de le faire, la désignation en est faite par l'administration.

Article 2. — Il doit, dans le délai de quinze jours, à dater du jour de sa libération, faire constater sa présence, dans le lieu ainsi désigné, par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire. Il ne peut le quitter sans faire connaître à la même autorité sa nouvelle résidence.

Article 3. — S'il ne se rend pas, dans le délai imparti, au lieu indiqué, ou s'il le quitte sans avoir fait la déclaration ci-dessus prescrite, il est recherché et peut y être conduit par la force publique.

En cas de nouvelle infraction, il est condamné à une peine de trois à six mois d'emprisonnement, sauf admission des circonstances atténuantes, avec aggravation dans les termes de la loi du 26 mars 1891, en cas de récidive. Lors de sa libération, le lieu de sa résidence est fixé par l'Administration.

Article 4. — Dans tous les cas où l'interdiction de séjour est encourue soit comme peine, soit comme conséquence légale de la peine prononcée, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de déterminer pour chaque condamné, et suivant les circonstances, les lieux dont le séjour lui est interdit.

Article 5. — En cas de libération conditionnelle, les seuls lieux qui peuvent être interdits par l'Administration sont : celui où le crime ou le délit aura été commis et celui où le libéré pourrait retrouver des complices.

Article 6. — La levée conditionnelle, partielle ou définitive de l'interdiction de séjour peut être accordée par l'Administration au libéré qui justifie d'un travail assuré dans un lieu interdit.

Article 7. — Toute disposition de loi ou décret contenant interdiction de séjour par mesure générale de certaines régions ou localités est abrogée.

Le but que se proposait cet éminent criminaliste était tout d'abord de rendre plus efficace l'action de la Police en imposant à tout récidiviste de faire connaître sa résidence.

En second lieu, l'interdiction de séjour étant une peine, devait être appliquée non seulement *in genere* par les Tribunaux, mais *in specie*, c'est-à-dire que de même qu'ils fixent le nombre de jours, de mois, ou d'années pendant lesquels le condamné doit être privé de sa liberté, ils devaient déterminer également les localités dans lesquelles il lui sera interdit de paraître après sa libération. L'Administration ne serait plus ainsi entraînée sous la pression des corps élus à accroître la liste des localités interdites, ni à frapper indirectement d'une peine accessoire qu'il n'avait pas encourue, le condamné, qui, par sa bonne conduite, est jugé digne de la libération conditionnelle.

Ce projet n'était cependant pas parfait. La règle formulée par l'article 1^{er} était trop générale. Autant il paraît rationnel d'astreindre à une déclaration de résidence l'individu condamné deux fois à l'emprisonnement pour vol, autant cette mesure est excessive, alors surtout qu'elle semble perpétuelle, si on l'applique à l'industriel ou à l'automobiliste condamné deux fois dans les mêmes conditions pour blessures par imprudence.

D'autre part, cette proposition visant exclusivement le récidiviste laissait en dehors de ces prévisions le condamné primaire à qui la juridiction répressive a imposé la peine accessoire de l'interdiction de séjour à raison de la gravité des faits.

Enfin la possibilité de ramener *manu militari* dans sa résidence, l'individu qui l'aura quittée sans déclaration préalable est parfaitement illusoire vis-à-vis des libérés logeant en garni et vivant au jour le jour, en un mot les plus suspects.

On considérerait aussi comme préférable de faire accomplir à la Gendarmerie les formalités policières prévues par l'article 2.

M. Bérenger s'inspira de ces critiques et modifia sa proposition de loi, le 21 mars 1911 il présentait au Sénat un nouveau texte :

Article 1^{er}. — Tout individu condamné en état de récidive dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal ou de l'article 5 de la loi du 26 mars 1891 , doit faire connaître avant sa mise en liberté le lieu où il se propose de résider ; s'il s'abstient ou refuse de la faire, la désignation en est faite par l'Administration.

Article 2. — Il doit dans le délai de quinze jours à dater du jour de sa libération, faire constater sa présence, dans le lieu ainsi désigné, par le commissaire de police, ou à son défaut par le Maire. Il ne peut le quitter sans faire connaître à la même autorité, sa nouvelle résidence.

Article 3. — S'il ne se rend pas dans le délai imparti au lieu indiqué, ou s'il le quitte sans avoir fait la déclaration ci-dessus prescrite, un avertissement lui est notifié par la voie administrative.

S'il ne s'y conforme pas, il est condamné à une peine de trois à six mois d'emprisonnement sauf admission des circonstances atténuantes, avec aggravation dans les termes de la loi du 26 mars 1891 en cas de récidive.

Lors de sa libération, le lieu de sa résidence est fixé par l'Administration.

Article 4. — Dans tous les cas où l'interdiction de séjour est encourue soit comme peine, soit comme conséquence légale de la peine prononcée, c'est aux Tribunaux seuls qu'il appartient de déterminer pour chaque condamné et suivant les circonstances les lieux dont le séjour lui est interdit.

Article 5. — En cas de libération conditionnelle, les seuls lieux qui peuvent être interdits par l'Administration

sont : celui où le crime ou le délit a été commis et celui où le libéré pourrait retrouver des complices.

Article 6. — La levée conditionnelle, partielle ou définitive de l'interdiction peut être accordée par l'Administration aux libérés qui justifient d'un travail assuré dans un des lieux interdits.

Article 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la loi.

Article 8. — Toute disposition de loi ou de décret contenant interdiction par mesure générale de certaines régions ou localités est abrogée.

Le Sénat adopta ce texte. Mais la chute du ministère Briand ne permit pas son vote par la Chambre des Députés. Le retrait de cette proposition fut opéré, elle constituait néanmoins la tentative de réforme la plus sérieuse qui ait été faite en la matière.

D'autres systèmes, contrairement aux solutions que nous venons d'examiner, laissaient à l'Administration le soin d'établir la liste des lieux interdits : « Cette fixation est une question de police, d'ordre général et de sécurité publique qu'il faut remettre à l'autorité de police. » M. Mossé, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'Intérieur, disait en 1931 à une séance de la Société Générale des Prisons : « Dans l'interdiction de séjour le rôle du juge ne va pas jusqu'à fixer les localités interdites, non plus qu'en prononcer la remise. » Certes, sur ce point l'Administration avait fait fausse route, mais rien ne prouvait que le Tribunal en audience publique ou en chambre du Conseil ferait mieux.

Et ce sont précisément les hommes les plus au courant des pratiques judiciaires qui démontrèrent d'une façon

péremptoire que rien ne permettait au juge, qu'aucune indication utile ne lui était donnée, pour qu'il puisse déterminer les localités à interdire. M. de Casabianca, avocat général à la Cour de Paris, M. Clément Charpentier, avocat à la Cour, se prononcèrent ainsi contre la fixation judiciaire des lieux interdits, cette position était aussi celle de MM. Grimanelli et Prudhomme, ce magistrat étant en outre partisan du cautionnement et du rétablissement de la surveillance de la Haute Police avec domicile forcé, à l'égard des malfaiteurs particulièrement dangereux.

Il existe enfin un récent et considérable projet de réforme, c'est le projet de révision du Code pénal français. Il fut élaboré par une commission dont le rôle était selon les termes du Garde des Sceaux, de « moderniser le Code pénal en conservant tout ce qui a résisté à l'épreuve d'une expérience plus que séculaire ; rester dans la véritable tradition législative en rédigeant des textes suffisamment précis pour éviter toute incertitude dans leur application et assez souples en même temps pour s'adapter à l'évolution des mœurs et au progrès de la science ».

En ce qui concerne l'interdiction de séjour le nouveau projet de révision du Code pénal français a pris en considération les réformes proposées par les sociétés de patronage et la Société Générale des Prisons.

Ainsi que l'a déclaré M. Donnedieu de Vabres : « La Société Générale des Prisons peut revendiquer avec juste fierté une part d'initiative dans la réforme de notre Code pénal ¹. »

D'après ce projet l'interdiction de séjour devient une

1. *Société Générale des Prisons*. Séance du 9 janvier 1933.

mesure de sûreté qui consistera, nous dit l'article 81, dans l'interdiction pour les condamnés de séjourner après l'expiration de leur peine, dans les lieux qui leur auront été indiqués par le jugement de condamnation et fixés par celui-ci, tant sur les indications d'une liste générale établie par décret qu'en considération des circonstances du crime ou du délit.

Le régime de l'interdiction de séjour sera comme sous l'empire de la loi de 1885 de s'abstenir de paraître dans un certain nombre de localités, il ne comportera aucune obligation positive. Pour le surplus le projet n'apporte que de rares modifications de détail, sauf une innovation concernant l'effet de la libération conditionnelle. L'article 93 précise en effet que « la décision prononçant la libération conditionnelle de la peine peut suspendre les mesures de sûreté prévues aux articles 73, 74, 78, 81, 82. Le juge pourra donc décider dans le jugement accordant la libération conditionnelle que l'interdiction de séjour ne sera pas exécutée.

En adoptant la désignation par l'autorité judiciaire des lieux à interdire, la suspension conditionnelle de l'interdiction de séjour, le nouveau projet reprend les solutions depuis si longtemps proposées par les congrès de patronage.

Tels sont, très brièvement exposés, les différents systèmes qui cherchaient à attirer l'attention du législateur. Malgré leur diversité l'accord semble réalisé sur un point : il est nécessaire de modifier l'actuel régime de l'interdiction.

Presque à l'improviste la réforme a surgi, elle n'a pris en considération aucun des projets que nous venons d'examiner.

Le régime institué par le Décret-Loi du 30 octobre 1935.

Depuis plusieurs années les services du ministère de l'Intérieur poursuivaient l'étude des modifications qu'il était nécessaire d'apporter au régime défectueux de la loi de 1885. Le projet serait encore soumis à l'examen de la Chancellerie si, profitant de l'occasion, le ministre de l'Intérieur ne l'avait joint à son programme de décrets-lois. C'est donc grâce à une circonstance favorable que nous devons la naissance en quelque sorte « prématurée » d'une réforme si longtemps attendue.

Ainsi le 30 octobre 1935 un décret-loi pris sur le rapport du Président du Conseil et des ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Finances et de la Guerre, le Conseil des ministres entendu, venait apporter au régime de l'interdiction de séjour d'importantes modifications.

Le décret est précédé d'un rapport au Président de la République ; il convenait en effet de justifier l'urgence de la réforme ainsi réalisée suivant une procédure d'exception. Un simple historique de l'application du système de la loi de 1885 fournit à l'administration tous les arguments nécessaires, les voici :

Monsieur le Président,

L'article 19 de la loi du 27 mai 1885 a institué l'interdiction de séjour.

A l'origine, le ministre de l'Intérieur, chargé de son appli-

cation, décida de fermer à titre général et permanent, aux individus condamnés à cette peine, un certain nombre de zones. Parmi ces dernières étaient comprises la plupart des régions militaires et frontalières, ainsi qu'un petit nombre d'agglomérations urbaines.

Cette mesure fut, par la suite, étendue progressivement à d'autres villes, en raison de leur développement industriel ou commercial. A ces communes interdites s'ajoutèrent bientôt, à cause des établissements de jeux qui s'y étaient créés, des stations touristiques, thermales et climatiques.

En même temps, et pour les mêmes raisons, la proportion des interdits de séjour ouvriers ou employés dans les villes s'accroissait, tandis que celle des condamnés exerçant une profession agricole diminuait d'autant.

De sorte que le nombre des villes interdites, restreint à l'origine, devient peu à peu très élevé, tandis que diminuaient, par contre, les moyens dont disposaient la plupart des interdits de séjour pour se procurer du travail et, partant, de se reclasser.

Éloignés des divers centres dont l'accès leur était fermé, ces condamnés refluèrent vers les localités de moindre importance, qui, se faisant chaque année moins nombreuses, devinrent rapidement des foyers de chômage et le centre d'une criminalité recrudescente.

L'administration se trouva alors dans la nécessité de suspendre, pour les plus méritants d'entre eux, la peine à laquelle ces condamnés étaient assujettis. Mais ceux qui ne bénéficièrent pas de cette mesure de bienveillance n'en continuèrent pas moins à résider dans les villes interdites, qu'ils encombrèrent à l'heure actuelle, sans que la police, privée d'un moyen de contrôle, puisse exercer efficacement son action.

En résumé, il ressort des observations qui précèdent que l'interdiction de séjour telle qu'elle est appliquée actuellement constitue une mesure purement théorique, et qui ne répond plus aux exigences sociales et économiques nouvelles.

Le Gouvernement avait donc décidé de déposer un projet de loi pour réformer l'interdiction de séjour. Mais, devant les inconvénients de plus en plus grands que présente l'application de cette peine, il a estimé qu'il y avait lieu de recourir à la procédure exceptionnelle des décrets-lois pour opérer d'urgence la réforme dont il s'agit.

Grâce au nouveau régime envisagé, qui laisserait aux interdits de séjour, sous la réserve d'un contrôle périodique des autorités de police, la faculté de choisir librement leur résidence, en dehors de quelques villes très peu nombreuses qui leur seraient définitivement fermées, ces condamnés pourraient s'employer, soit à la campagne, soit à la ville ; les obstacles à leur reclassement pourraient ainsi disparaître.

Il en résulterait la tranquillité et la sécurité publique, sur lesquelles est fondée la vie économique du pays et la sécurité du franc.

A ce rapport est joint le texte du décret qui pose les grands principes de la nouvelle réforme dans les six articles suivants :

Article 1^{er}. — Pour l'application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, un règlement d'administration publique fixera la liste des lieux dans lesquels défense de paraître sera faite à tous les individus frappés d'interdiction de séjour.

Article 2. — Chaque condamné recevra, en outre, avant sa libération, notification des lieux qui lui seront spéciale-

ment interdits. La liste en sera établie, en considération des circonstances du crime ou du délit qui a entraîné l'interdiction de séjour, par le ministre de l'Intérieur, après avis du ministère public près la juridiction qui a prononcé la condamnation et sur la proposition d'une commission et dont la composition sera fixée par le règlement d'administration publique prévu à l'article précédent.

Article 3. — L'interdiction de séjour ne pourra être suspendue par mesure administrative que sur l'avis conforme de la commission instituée par l'article 2.

Toutefois, en cas d'urgence, l'autorisation provisoire de séjourner dans une localité interdite pourra être accordée au condamné dans les conditions qui seront prévues par le règlement d'administration publique.

Article 4. — Tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra, avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité.

Ce carnet devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au commissaire de police de toute commune où il établit sa résidence et, à défaut de commissaire de police, au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche.

Le visa porté sur le carnet en application de l'alinéa précédent n'est valable que pour une durée de deux mois. L'intéressé devra le faire renouveler avant l'expiration de ce délai.

Toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie des peines prévues par l'article 45 du Code pénal. Les condamnations prononcées en application du présent article compteront pour la relégation dans les

conditions prévues par l'article 4, 4^o, de la loi du 27 mai 1885.

Article 5. — Le règlement d'administration publique prévu à l'article 1^{er} du présent décret déterminera les conditions d'application de l'article 4, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité, ainsi que les mentions et les visas à porter sur ce carnet.

Il fixera également la date à laquelle les dispositions du présent décret entreront en vigueur et déterminera les mesures transitoires à prendre en ce qui concerne les individus en état d'interdiction de séjour à cette date.

Article 6. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Les termes du décret exposent très succinctement le régime destiné à remplacer le système de la loi de 1885. On laissait en effet à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les modalités d'application de la nouvelle réforme. Ce règlement devait en outre fixer la date de l'entrée en vigueur du régime et contenir les dispositions transitoires applicables aux individus déjà condamnés.

Ce règlement d'administration publique a paru le 18 avril 1936. Il est extrêmement important car il précise dans de nombreux articles toute la portée de la réforme. Voici ses dispositions :

Article 1^{er}. — Les lieux dans lesquels défense de paraître est faite à tous les individus frappés d'interdiction de séjour, en application de l'article 1^{er} du décret-loi du 30 octobre 1935 sont :

Les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

Le département des Alpes-Maritimes.

Lyon, Bron, Caluire et Cuire, La Mulatière, Loire, Oullins, Pierre-Bénite, Sainte-Colombe, Sainte-Foy, Saint-Fons, Saint-Rambert, Saint-Romain-en-Gal, Vaux-en-Velin, Venissieux, Villeurbanne (Rhône) et Sathonay-Camp et Sathonay-Ville (Ain) et Décines (Isère).

Les arrondissements de Marseille et d'Aix.

L'arrondissement de Saint-Étienne.

L'arrondissement de Lille.

Strasbourg, La Wantzeneau, Hoenheim, Bischeim, Schiltigheim, Niederhausbergen, Mittelhausbergen, Oberhausbergen Ecklboshe, Lingolsheim, Oestwald, Illkirch, Graffenstoden. Eschau.

Les arrondissements de Wissembourg, Sarreguemines, Forbach, Boulay, Thionville, Briey.

Algérie : Alger, Saint-Eugène, Hussein-Dey, Karba, El-Biar, Birmandreis, Oran, Constantine et Bône.

Article 2. — La commission instituée par l'article 2 du décret-loi susvisé comprend :

Le Directeur-Adjoint de la Sûreté Nationale, chargé de la Police du Territoire et des Étrangers. Président.

Le Sous-Directeur ou un Chef de Bureau des Affaires Criminelles et des Grâces.

Le Sous-Directeur ou un Chef de Bureau de l'Administration Pénitentiaire.

Le Chef du 5^e Bureau de la Sûreté Nationale.

Un représentant du Parquet de la Seine.

Un représentant du Préfet de Police.

Article 3. — Cette commission se réunit périodiquement au ministère de l'Intérieur. Elle est en outre convoquée exceptionnellement sur l'ordre du ministre de l'Intérieur ou lorsque son Président le juge utile.

Article 4. — Lorsque pour des raisons impérieuses ou

urgentes un condamné sollicite l'autorisation de séjourner provisoirement dans une localité qui lui est interdite, cette autorisation peut lui être donnée pour une durée maxima de quinze jours par le Préfet de sa résidence, de concert avec le Préfet du département pour lequel l'autorisation est demandée ; au delà de quinze jours, par le ministre de l'Intérieur sur la proposition de la Commission mentionnée à l'article 2 du présent décret.

La requête des intéressés n'est recevable que si ceux-ci se sont conformés à la stricte observation des formalités de police édictées par le Décret-Loi précité et par les articles 9, 10 et 11 du présent Décret.

Article 5. — Le carnet anthropométrique prévu par l'article 4 du Décret-Loi susvisé comporte les mentions suivantes :

État-Civil du condamné.

Signalement et particularité physiques apparentes.

Copie de l'arrêté d'interdiction de séjour et du Procès-Verbal de notification.

Des cases sont réservées à la photographie et à l'empreinte du pouce du condamné, ainsi qu'au visa des autorités de police.

Le carnet comporte en outre le rappel des obligations auxquelles le condamné est astreint.

Le modèle de ce carnet est établi par les soins du ministre de l'Intérieur.

Article 6. — Trois mois au moins avant la libération du condamné (et pour le cas de condamnation inférieure ou égale à trois mois, dans le plus bref délai possible), le Directeur de l'Établissement pénitentiaire où est détenu le condamné, adresse le dossier de l'intéressé à la Préfecture du Département dans lequel est située la prison.

Article 7. — Le Préfet transmet ce dossier au ministre de l'Intérieur (Direction Générale de la sûreté Nationale) qui prend l'arrêté d'interdiction en y portant outre la liste des lieux énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, celle des lieux qui sont spécialement interdits au condamné.

Ampliation de l'arrêté, avec les pièces du dossier, est renvoyée au Préfet qui fait établir le carnet de l'intéressé ainsi qu'une fiche pouvant permettre de délivrer, le cas échéant, un duplicatum du document. Le carnet, revêtu de la signature du Préfet et du timbre de la Préfecture, est adressé à la prison où l'individu purge sa peine.

Si le dernier domicile du condamné est connu, le dossier est transmis pour classement au Préfet du département de ce dernier domicile, sinon il est conservé à la Préfecture du département où le carnet a été établi.

Article 8. — A sa libération, notification est faite au condamné des lieux qui lui sont interdits à titre général et spécial. Le condamné émarge sur le feuillet du carnet portant procès-verbal de notification.

Le carnet est remis au condamné après rappel des formalités de police auxquelles il est astreint aux termes du décret-loi susvisé.

Article 9. — Le visa de l'autorité de police prévu par l'article 4 du Décret-loi précité comporte l'apposition sur le carnet d'un timbre humide et la signature de l'autorité de police dans les cases ménagées à cet effet.

Le Commissaire de Police, ou à défaut le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, mentionne sur un registre, le nom de l'interdit de séjour, qui a fait viser son carnet, et la date à laquelle cette opération a été effectuée.

Article 10. — Le condamné autorisé à séjourner dans les localités qui lui étaient interdites, est tenu de s'y soumettre

au contrôle des autorités de police édicté par l'article 4 du décret-loi susvisé.

Article 11. — Le condamné doit toujours être porteur de son carnet, afin de pouvoir le présenter à toute réquisition des autorités de police conformément à l'article 4 du décret-loi susvisé.

Article 12. — Si le condamné perd son carnet, il doit en faire la déclaration verbale, dans les quarante-huit heures, au Commissaire de Police, ou, à défaut, au Commandant de la Brigade de Gendarmerie du lieu dans lequel il réside.

Le Commissaire ou, à défaut, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie lui délivre récépissé de cette déclaration et réclame sans délai un duplicatum du carnet du condamné à la Préfecture par les soins de laquelle le carnet a été établi.

Article 13. — L'interdit de séjour qui encourt une nouvelle condamnation à la même peine n'est pas muni d'un nouveau carnet.

Le carnet dont il est déjà porteur est revêtu dans ce cas d'un feuillet additionnel portant la date nouvelle d'expiration de la peine.

Le feuillet est délivré dans les mêmes conditions que le carnet lui-même.

Article 14. — Si un individu déjà frappé de la peine d'interdiction de séjour vient à subir une condamnation nouvelle n'entraînant pas cette sanction, avis de cette condamnation est donné par le Chef de l'Établissement pénitentiaire où le condamné purge sa peine à la Préfecture où est conservé son dossier.

Mention est faite sur le carnet anthropométrique de la condamnation encourue.

Article 15. — Les dispositions du décret-loi du 30 octo-

bre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour entreront en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1936.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 16. — Les individus condamnés à l'interdiction de séjour antérieurement au 1^{er} juillet 1936 demeureront soumis aux obligations qui résultent de l'arrêté d'interdiction qui leur aura été notifié ; ils continueront à bénéficier, le cas échéant, des autorisations exceptionnelles de séjour qui auront pu leur être accordées.

Toutes autorisations nouvelles leur seront données dans les formes prévues à l'article 4 du présent Décret.

S'ils encourent une nouvelle condamnation entraînant l'interdiction de séjour, ils seront soumis au régime édicté par le Décret-loi susvisé et par le présent Décret.

Article 17. — Tout individu condamné à l'interdiction de séjour avant le 1^{er} juillet 1936 pourra obtenir le bénéfice des dispositions nouvelles en demandant la délivrance d'un carnet anthropométrique au Commissaire de Police de la commune où il réside ou à défaut au Commandant de la Brigade de Gendarmerie.

Cette demande sera transmise par les soins du Préfet au ministre de l'Intérieur en vue de l'établissement d'un nouvel arrêté d'interdiction pris dans les conditions prévues tant par le décret-loi susvisé que par l'article 7 du présent Décret.

La délivrance du carnet sera assurée par les soins du Préfet dans les formes prévues par les articles 7 et 8 du présent décret.

Ces interdits de séjour sont alors soumis au régime édicté par le Décret-Loi susvisé et par le présent Décret.

Article 18. — Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

Il apparaît à la lecture de ces textes que la réforme adoptée a apporté à l'ancien système de l'interdiction de séjour de si importantes innovations qu'elle en a en quelque sorte changé l'aspect.

Et d'abord le nouveau régime se caractérise par une très large réduction des villes interdites à titre général et d'autre part, les interdictions spéciales ayant été maintenues, ce n'est que par une rigoureuse réglementation qu'il est fixé à chacun des condamnés un certain nombre de villes interdites à ce dernier titre. Le ministre de l'Intérieur ne peut faire en effet cette désignation que sur avis du ministère Public près le Tribunal qui a prononcé la condamnation et sur la proposition d'une commission spéciale, siégeant au ministère de l'Intérieur, et dont la composition est fixée par l'article 2 du règlement d'administration publique.

Mais l'innovation la plus importante est de soumettre le libéré à des obligations positives, de l'astreindre à des « formalités policières ». A sa libération l'interdit de séjour reçoit un carnet anthropométrique dont la première page est destinée à recevoir son état civil complet, deux photos face et profil, son signalement et les empreintes de ses pouces. La page suivante est la reproduction intégrale de l'arrêté d'interdiction et mentionne en outre la date de notification de cet arrêté.

L'interdit doit toujours être porteur de ce carnet qui doit être présenté à toute réquisition des officiers de Police Judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique, et soumis, aux fins de visa, au Commissaire de

Police de toute commune où il établit sa résidence et, à défaut de commissaire de Police, au commandant de brigade de la gendarmerie le plus proche.

Le visa n'est valable que pour une durée de deux mois, l'interdit, s'il ne veut être passible des peines prévues par l'article 45 du Code pénal, doit donc se présenter tous les deux mois aux autorités de police pour faire apposer sur son carnet un nouveau visa.

L'autorité administrative conserve le droit d'accorder au condamné des autorisations de séjour, mais les formalités que nécessite cette mesure gracieuse sont maintenant multiples.

Pour des raisons urgentes cette autorisation peut être accordée par le Préfet de la résidence du condamné pour une durée maxima de quinze jours et après accord avec le Préfet du département pour lequel elle est demandée. Au delà de quinze jours l'autorisation doit émaner du ministre de l'Intérieur sur la proposition de la commission spéciale créée par le décret. Au surplus aux termes de l'article 4 du règlement d'administration publique la requête des intéressés n'est recevable que si ceux-ci se sont conformés à la stricte observation des formalités de Police. Enfin le condamné autorisé à séjourner dans les localités interdites n'est pas par cela même soustrait au contrôle de l'autorité, il reste toujours soumis aux formalités de visa.

Le règlement d'administration publique ne précise pas au sujet des autorisations de séjour la situation des condamnés encore soumis au régime ancien. Par une circulaire adressée aux Préfets en date du 20 août 1936, le ministre de l'Intérieur décide : « Dans le but d'harmoniser les dispositions du régime nouveau de l'interdiction de séjour avec celles du système ancien, je vous signale que

désormais, il vous appartient également pour les condamnés encore soumis au régime ancien de statuer sur les demandes d'autorisation exceptionnelle de séjour n'excédant pas quinze jours. » Si des autorisations exceptionnelles leur ont déjà été accordées ils continuent à en bénéficier.

Tel est le régime qui, aux termes de l'article 15 du règlement d'administration publique est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1936.

La question se pose maintenant de savoir quel régime doit être appliqué aux individus condamnés à l'interdiction de séjour antérieurement à la date du 1^{er} juillet 1936.

Avant de rechercher si les textes fournissent une indication précise à cet égard, il n'est pas sans intérêt de se référer aux principes généraux de droit pénal. Si l'interdiction de séjour est surtout une mesure de prévention, elle n'en constitue pas moins une véritable peine, puisqu'aussi bien elle est prononcée par la loi dans certains cas comme peine principale et non exclusivement comme peine accessoire. Il paraît donc juridique de décider au regard des principes généraux, que la nouvelle réglementation aura un effet rétroactif si elle doit être considérée comme plus favorable aux interdits que l'ancienne. Sous l'empire de cette dernière la peine qui nous occupe consistait dans l'interdiction faite aux individus qui en étaient frappés de paraître dans certains lieux. Actuellement, indépendamment de cette interdiction qui subsiste, l'interdit doit en outre se soumettre à une surveillance périodique de la police.

Est-ce à dire que cette nouvelle réglementation soit plus sévère ?

Dans la rigueur des principes il faut admettre que non. En effet sous le système de la loi de 1885 la liste des lieux

interdits était devenue si importante que le condamné ne possédait plus la faculté de reclassement social. Avec le nouveau régime, les lieux interdits deviennent l'exception et malgré l'obligation de se soumettre à une certaine surveillance, la loi estime donner au condamné beaucoup plus de facilités pour trouver du travail et se relever de la déchéance.

Le nouveau régime doit donc être considéré comme plus favorable aux condamnés que l'ancien, malgré les mesures supplémentaires de protection qu'il édicte au profit de la société.

Donc, en dehors de toute prescription légale on peut légitimement attribuer au décret-loi du 30 octobre 1935 un effet rétroactif. Si l'on veut maintenant rechercher dans quelle mesure les nouveaux textes infirment ou corroborent cette manière de voir, il convient de distinguer parmi les condamnés deux catégories :

1^o Ceux qui étaient déjà libérés de la peine principale et par suite déjà sous le régime de l'interdiction au 1^{er} juillet 1936 ;

2^o Ceux qui, condamnés à l'interdiction de séjour, avant le 1^{er} juillet 1936, étaient à cette date ou sont encore en cours d'exécution de la peine principale.

Pour les premiers, la question est expressément réglée par les articles 16 et 17 du décret du 18 avril 1936. En principe ils resteront soumis aux obligations résultant de l'arrêté d'interdiction qui leur aura été notifié, mais l'article 17 leur confère le droit de demander le bénéfice du nouveau régime, ce qui paraît bien démontrer que l'on doit considérer les nouvelles dispositions comme plus favorables que les anciennes.

En ce qui concerne les interdits classés dans la deuxième

catégorie, faut-il leur appliquer automatiquement le nouveau régime ou bien les soumettre à l'ancien en leur laissant la faculté de choix prévue à l'article 17 du règlement d'administration publique ?

Les articles 16 et 17 emploient bien les mots « les individus condamnés antérieurement au 1^{er} juillet 1936 ». Mais il faut remarquer que l'article 16 ajoute : « demeureront soumis aux obligations qui résultent de l'arrêté qui leur aura été notifié », ce qui par conséquent ne résout pas la question pour ceux qui condamnés avant le 1^{er} juillet 1936 n'avaient pas encore à cette date reçu notification de l'arrêté d'interdiction.

A leur égard, pour les raisons ci-dessus énoncées par application des principes généraux du droit pénal, nous estimons qu'il convient de leur appliquer le nouveau régime.

En outre, cette manière de voir est conforme à l'esprit même d'application immédiate du nouveau décret, puisqu'en vertu du paragraphe 2 de l'article 16 du règlement d'administration publique, les suspensions de peine seront accordées à l'avenir aux interdits soumis à l'ancien régime. suivant les formes prévues par la nouvelle réglementation.

Aux termes de l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 ce nouveau régime de l'interdiction de séjour est applicable à l'Algérie, voici l'extrait du règlement d'administration publique du 12 juin 1936 qui étend à ce territoire les modalités de la réforme :

Article premier. — Les dispositions du décret du 18 avril 1936, modifiées par le décret en date de ce jour, sont rendus applicables à l'Algérie, sous réserve des modifications ci-après :

1^o A l'égard des individus condamnés en Algérie à l'in-

terdiction de séjour et y subissant leur peine principale, la liste des lieux qui sont spécialement interdits à chacun d'eux sur le territoire de l'Algérie sera établie par le Gouverneur Général après avis du Ministère Public près la juridiction qui a prononcé la condamnation ;

2° A l'égard des mêmes condamnés l'arrêté de l'interdiction de séjour prévu par les articles 7 et 17 du décret du 18 avril 1936 sera pris par le Gouverneur Général dans les formes prescrites par les articles 6 et 7 du même décret.

L'interdiction de séjour pourra être suspendue par le Gouverneur Général ;

3° L'autorisation de séjourner provisoirement dans un lieu du territoire de l'Algérie qui lui est interdit pourra être donnée au condamné pour une durée maximum de quinze jours par le Préfet de sa résidence, de concert, s'il y a lieu, avec le Préfet du département pour lequel l'autorisation est demandée, au delà de quinze jours par le Gouverneur Général ;

4° Le Gouverneur Général désignera, en tenant compte des difficultés de communications les autorités chargées d'exercer concurremment avec les commissaires de police et les commandants de gendarmerie, les attributions confiées à ceux-ci par le décret du 30 octobre 1935.

Critique.

Nous l'avons déjà dit, le décret-loi du 30 octobre 1935 n'a pris en considération aucun des projets de réforme élaborés au cours de ces trente dernières années, il ignore entièrement le projet de révision du Code pénal français.

Voici en effet les observations qui inspirèrent la réforme.

En instituant le système de la surveillance de la Haute Police, le législateur de 1810 avait pour intention d'assujettir les condamnés à un contrôle permanent de l'administration. Ce système astreignait les intéressés à se fixer dans la résidence qu'ils avaient choisie, ou qui leur avait été assignée.

Dans un esprit de libéralisme, le législateur de la III^e République a voulu atténuer l'excessive rigueur de ces mesures. Par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, il a substitué au régime, jusqu'alors en vigueur, celui de l'interdiction de séjour.

D'après cette nouvelle institution, les intéressés gardent le choix de leur résidence, et restent libres d'en changer à condition, toutefois, qu'ils ne paraissent pas dans les villes dont l'accès leur est fermé par le Ministre de l'Intérieur. Le nombre de ces communes interdites, fort restreint lors de l'application initiale de la loi de 1885, s'est développé, depuis, d'une façon croissante sous l'influence de considérations diverses.

De profonds changements, en effet, sont intervenus dans l'organisation économique de la France et la répartition de sa population urbaine et rurale. Le développement de l'industrie, du commerce et du tourisme s'est traduit par une importance et un essor chaque jour croissants de certaines agglomérations urbaines, et a donné naissance à des villes nouvelles. Par suite, le nombre des interdits de séjour appartenant à des professions agricoles a diminué constamment, tandis que celui des ouvriers employés dans les villes s'accroissait d'autant.

En conséquence, les autorités administratives se sont trouvées dans la nécessité de modifier, en l'allongeant, la nomenclature des communes interdites.

Sans doute cette mesure assurait théoriquement la sécurité des municipalités interdites, mais par contre elle privait beaucoup de libérés du moyen de se procurer du travail et, partant, de se reclasser.

La nécessité est alors apparue de suspendre, par des autorisations spéciales, la peine accessoire de ceux qui ne pouvaient trouver du travail et qui, malgré eux, étaient dans l'obligation de contrevenir à la loi. Or ces autorisations dérogatoires au système légal, ont été étendues dans certaines circonstances à des interdits de séjour qui ne présentaient pas les mêmes motifs d'intérêt.

De ces observations on tira la conclusion suivante : l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 instituant l'interdiction de séjour est devenu pratiquement inapplicable.

Afin de porter remède à un tel état de choses le législateur de 1935 se plaça dans l'alternative suivante :

1° ou bien réviser dans un sens restreint la nomenclature devenue démesurée des communes interdites.

2° ou bien rejeter le système adopté et déterminer les

bases d'une réglementation nouvelle qui consisterait à reprendre pour l'amender dans un sens libéral et l'aménager d'une façon précise le système de la surveillance de la Haute Police.

En ce qui concerne la première hypothèse, il n'a pas paru possible, en raison de l'action des assemblées départementales et municipales et de celles de leurs représentants au Parlement d'ouvrir à nouveau l'accès des villes fermées. Bien plus, des pressions étaient exercées auprès du Ministre de l'Intérieur de la part des autorités intéressées pour que des villes nouvelles soient ajoutées à celles qui étaient déjà interdites à titre général.

A cet égard, le Ministre fit tout récemment une enquête auprès des Préfets. Par une circulaire en date du 1^{er} février 1935 il les priait de lui faire connaître s'il y avait lieu, d'étendre l'interdiction permanente à certaines localités de leur ressort. « Celles-ci, disait-il, devront viser surtout les centres importants, les stations touristiques, ainsi que les villes dont il conviendrait d'éloigner les récidivistes dans l'intérêt de la défense nationale. Toutefois, l'interdiction de zones territoriales trop conséquentes présenterait des inconvénients en privant les condamnés, dont il s'agit, d'un grand nombre d'emplois et de débouchés, et en provoquant, d'autre part, une concentration des interdits de séjour dans les localités demeurées ouvertes, ce qui aurait pour effet de compromettre la sécurité de ces dernières. »

Si l'on avait suivi les suggestions des Préfets, il aurait fallu interdire les 2/3 du territoire français.

Restait donc la seconde hypothèse. Le but que l'on se proposa fut d'assurer d'une façon indirecte et efficiente le contrôle des individus surveillés sans que ce contrôle

puisse entraver d'une façon vexatoire leur activité, ainsi que cela se produisait avec les régimes antérieurs à la loi de 1885. Il fallait donc rechercher les moyens propres à soumettre l'individu à une surveillance discrète dans la localité qu'il aurait toute liberté de choisir pour résidence.

Au surplus, et là encore nous retrouvons l'esprit des systèmes de surveillance, il a paru nécessaire, en raison de leur caractère particulier et de la densité de la population, susceptible de rendre difficile l'action de la police, que certains grands centres, ainsi que certaines stations touristiques ou villes frontières soient interdites à titre permanent et général.

Ainsi conçue la réforme de 1935 se présente avec un caractère en quelque sorte mixte : d'une part elle emprunte au système de la surveillance son principe de contrôle permanent de l'autorité et aussi son interdiction de certains séjours à toutes les époques. D'autre part elle conserve la caractéristique du régime de la loi de 1885 : liberté absolue pour l'interdit de se déplacer à son gré sans être astreint à demander une autorisation.

Que faut-il penser d'un tel système ? Conciliera-t-il mieux que n'ont su le faire la surveillance de police et le régime de l'article 19 de la loi de 1885 ces deux intérêts en présence : l'intérêt de la société, l'intérêt du condamné qu'il faut plus que jamais sauvegarder ?

Le but qu'a poursuivi la réforme est avant tout l'amélioration des conditions de reclassement des interdits de séjour.

A cet effet la nouvelle réglementation a réalisé une extension sensible des villes qui leur sont ouvertes. Certes on ne peut méconnaître que sur ce point l'administration a essayé de racheter ses erreurs du passé. Mais n'est-il

pas à craindre que cette liste ne s'allonge bientôt démesurément ?

La mise en vigueur du décret-loi date de neuf mois à peine et déjà le Ministre de l'Intérieur est l'objet de nombreuses sollicitations. L'interdiction de Toulon a été réclamée comme une nécessité de défense nationale. Parlementaires et Procureurs Généraux des villes fermées s'étonnent que cette protection leur ait été enlevée. La presse fait campagne : « le Petit Nantais » du 30 janvier dernier, dans un article « Nantes, redevenue ville libre » fait état du très grand nombre de vols graves commis dans cette ville depuis quelques mois pour attribuer la recrudescence incontestable de ces méfaits aux conséquences du décret-loi du 30 octobre qui est qualifié par l'auteur de l'article de « désastreux ».

Sans doute l'administration s'est montrée jusqu'alors intransigeante, elle possède d'irréfutables arguments. En effet, les condamnés sont astreints tous les deux mois aux formalités de visa des autorités de police et l'inobservation de ces prescriptions entraîne l'application de peines correctionnelles sévères. Dès lors il est équitable que la contre-partie de ce régime rigoureux soit dans la faculté pour le condamné de circuler librement sur la quasi-totalité du territoire. D'autre part l'obligation du visa de police dans les villes ouvertes doit être considérée comme une garantie de sécurité suffisante étant donné au surplus que le ministre de l'Intérieur conserve le droit, eu égard aux circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, d'étendre l'interdiction à d'autres localités à titre spécial.

Il n'empêche que malgré tout la réforme laisse subsister un danger, on peut craindre légitimement — les exemples ne sont pas tellement vieux — que d'ici peu l'esprit du

décret ne soit oublié, et que la liste s'allonge au point de mettre de rechef un invincible obstacle au reclassement du condamné.

Si cette extrême limitation du nombre des localités fermées paraît susceptible d'améliorer sensiblement les conditions de reclassement des interdits, il semble par contre que la création de nouvelles formalités policières doive conduire aux déplorables résultats des régimes de surveillance.

En effet si les interdits peuvent désormais circuler librement en France hormis les quelques villes qui leur restent fermées, ils sont astreints en contre-partie de ce régime de faveur à un rigoureux contrôle de police.

Dans l'esprit du décret, ce contrôle constitue une réglementation nouvelle et libérale du système de la surveillance de police et seule susceptible de donner à l'interdiction une efficacité durable.

Ici encore l'expérience démontre que cette innovation ne peut qu'aboutir à un échec.

Sans doute la création du carnet anthropométrique d'identité en exigeant l'accomplissement des formalités de visa permet à la police de suivre les déplacements des interdits mais il reste à savoir précisément comment seront observées les prescriptions contenues dans le décret? Comme avant 1885 ce seront les interdits les plus dangereux, ceux qui vivent continuellement en marge de la société, qui se garderont bien de se soumettre aux formalités de visa. Ils ne manqueront pas d'aller résider dans une grande ville, interdite ou non, où ils pourront se cacher en méditant de nouveaux méfaits. Au point de vue défense sociale, le contrôle de police reste une mesure aussi illusoire que les formalités qui, sous les régimes de

surveillance, accompagnaient les déplacements des interdits.

Envisagé maintenant au point de vue du reclassement des condamnés, ce contrôle, consistant dans l'obligation de se présenter périodiquement au commissariat de police ou à la gendarmerie, est une entrave certaine.

En 1874 les circulaires ministérielles avaient prescrit la délivrance aux libérés de passeports gratuits distingués par deux signes particuliers : l'insertion en tête de la formule : « délivré en exécution de la loi du 23 janvier 1874 » et, à la suite du titre, des mots « servant de feuille de route » et l'inscription dans l'endroit le plus apparent des lettres R. F. ou C. suivant la catégorie à laquelle appartenaient les surveillés. Cette double marque avait le grave inconvénient de dénoncer au public la situation légale du surveillé. L'administration décida alors l'apposition sur ces passeports d'une indication qui, bien qu'intelligible pour les agents de l'autorité, n'attirât pas aussi facilement l'attention des particuliers.

Mais combien ces passeports paraissent discrets comparativement à ce petit carnet à la couverture rouge vif ornée de la mention « carnet anthropométrique d'interdiction de séjour » qui est désormais pour le condamné la pièce d'identité dont il doit toujours être porteur. Par ses dimensions il dépasse la profondeur ordinaire des poches de vêtements, l'interdit est contraint de traîner avec lui cette note d'infamie qui s'étale à tout instant aux yeux de tous. A n'importe quelle demande de pièces d'identité, à la poste ou à la mairie, il ne pourra montrer que ce carnet où, à la page 4, on peut lire au surplus toutes les condamnations encourues pendant l'accomplissement de la peine d'interdiction de séjour.

Bien plus, le décret du 8 décembre 1851 avait laissé à l'administration le soin de déterminer les formalités propres à constater la présence du condamné dans le lieu de sa résidence, et la circulaire du Ministre de la Police du 22 mars 1852 s'en était rapportée à cet égard aux Préfets, tout en leur recommandant de faire tous leurs efforts pour concilier les intérêts de l'humanité avec les exigences de la sûreté publique. Dans certaines grandes villes, et à Paris en particulier, il avait été tenu compte de ces recommandations ; mais partout ailleurs on s'était borné à imposer à peu près uniformément aux surveillés l'obligation de se présenter à des époques déterminées au bureau de police.

Cette pratique eut pour conséquence de révéler promptement la condition des surveillés, non seulement aux agents inférieurs de l'autorité mais encore à la population. Elle souleva les plus vives critiques et en 1874 le Ministre de l'Intérieur dut rappeler « que pas plus que la forme du passeport, le mode de constatation de la présence du condamné au lieu de sa résidence ne doit indiquer sa situation au public : l'administration seule a le droit de la connaître. Les formalités qui seraient de nature à la divulguer et en premier lieu l'obligation de se présenter corporellement au bureau de police ne doivent donc être maintenues qu'autant que le caractère, les antécédents et les habitudes du surveillé ne permettraient pas de considérer un autre mode de contrôle comme suffisamment efficace ».

On devait aussi éviter que tous les condamnés d'une nouvelle ville se rencontrent périodiquement au bureau de police et puissent y contracter des relations dangereuses pour l'ordre public. L'article 4 du décret du 30 août 1875 prescrivit de convoquer chaque surveillé à une époque spéciale.

La réglementation nouvelle ne s'est nullement préoccupée de rendre moins apparente une formalité aussi dénonciatrice que celle qui consiste à aller tous les deux mois au commissariat de police ou, surtout dans les campagnes, à la gendarmerie souvent fort éloignée.

Dans une circulaire du 23 avril 1936 le Ministre de l'Intérieur adressait aux Préfets cette simple instruction : « Pour permettre une surveillance efficace des interdits de séjour, il est indispensable que le contrôle prévu par l'article 9 du règlement d'administration publique soit effectué rigoureusement. Vous voudrez bien adresser à cet effet, toutes instructions utiles aux services de police relevant de votre autorité. »

Ainsi, loin d'améliorer le système de la surveillance le décret du 30 octobre l'aggrave. Il accroît la rigueur de ces formalités policières qui en 1885 avaient été abandonnées parce qu'ayant donné de néfastes résultats au point de vue du reclassement des condamnés.

A nos yeux il n'est pas prématuré de condamner définitivement un système qui, après neuf mois d'application, oblige déjà l'administration à accorder des suspensions de peine à plus de la moitié des condamnés.

TITRE IV

DES RÈGLES APPLICABLES A L'INTERDICTION DE SÉJOUR

La réforme nouvelle entend se limiter aux modalités d'application du système de 1885 : « Pour l'application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes... » dispose en effet l'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935, aucune modification n'est donc apportée aux principes qui régissaient auparavant notre matière.

Or aux termes du paragraphe 4 de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 : « Restent en conséquence applicables pour cette interdiction les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la Haute Police et les peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code pénal. »

Donc sauf de rares modifications apportées par des lois ou des règlements postérieurs, les règles qui s'appliquaient à la surveillance sous l'empire des textes du Code et de la loi de 1874 sont encore celles qui doivent être appliquées à notre moderne interdiction de séjour.

Nature de l'interdiction de séjour.

L'interdiction de séjour présente un aspect un peu particulier et certains ont contesté qu'elle fût une peine.

C'est, dit-on, une incapacité qui pèse sur le coupable à la suite du châtiment, une mesure de prévention, de défense prise par la Société, mais ce n'est pas une peine véritable, car la peine a pour but, outre l'utilité sociale, la moralisation du condamné. L'interdiction n'est pas l'expiation, la répression de la faute, elle n'est qu'une assurance contre la faute nouvelle, elle atteint plus le libéré que le coupable.

En l'état actuel de nos textes cette thèse paraît peu défendable. Comme la surveillance de Police, l'interdiction de séjour a été et reste encore une véritable peine, elle en a non seulement le nom mais aussi les caractères.

Elle constitue bien un genre d'affliction puisqu'elle fait peser sur le condamné une gêne ; elle emporte restriction de la liberté individuelle dans les droits de libre circulation, de libre résidence, elle porte atteinte à la faculté de libre locomotion. De plus, elle est inscrite au chapitre des peines, et au terme de l'article 50 du Code pénal elle ne peut pas être prononcée en dehors des cas où des textes l'autorisent. Elle figure enfin dans le jugement de condamnation.

A cet égard il est intéressant de remarquer combien la réforme reste encore éloignée des tendances nouvelles à

l'individualisation de la peine, à une large création de mesures de sûreté, et à une réglementation comme telles de ces mesures, tendances qui sont celles des législations étrangères et aussi du projet de révision du Code pénal français.

Cas d'application de l'interdiction de séjour.

L'Interdiction de séjour peut être prononcée comme peine principale, complémentaire, accessoire et complémentaire substituée.

Considérée comme peine principale ¹ l'interdiction de séjour est prononcée seule dans quelques cas où il y a une excuse absolutoire ayant pour résultat de faire écarter la peine principale elle-même, mais où cependant le Code pénal ordonne ou permet que l'interdiction soit infligée.

Ce sont les articles 100 et 213 du Code pénal, visant ceux qui ont fait partie de bandes séditeuses et qui se sont retirés sans résistance et sans armes au premier avertissement de l'autorité.

Les articles 107 et 108 sur la révélation ou la non-révélation des complots attentatoires à la Sûreté de l'État.

1. On a nié que l'interdiction de séjour pût être prononcée comme peine principale. L'article 19 de la loi du 27 mai 1885 après avoir édicté la suppression de la surveillance ajoute qu'elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont la liste lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération. La libération suppose une condamnation et une peine subie ; s'il n'y a pas de peine subie, pas de signification et pas d'interdiction possibles a-t-on soutenu. Donc l'interdiction de séjour a remplacé la surveillance seulement comme peine accessoire, mais non pas comme peine principale.

On répond que si l'article 19 indique que la notification de l'interdiction doit avoir lieu avant la libération, il ne s'agit que d'un mode d'exécution d'une peine et non pas d'une condition formelle de l'existence de cette peine.

Jugé en ce sens par la Cour d'appel de Paris le 22 septembre 1885.

Les articles 138, 139, 144 relatifs au faux monnayage, à la contrefaçon du sceau de l'État ou d'effets du Trésor Public.

L'article 435 du Code pénal, modifié par la loi du 2 avril 1892, exemptant de peine, sous certaines conditions, les personnes coupables de destruction par engins explosifs. Enfin jusqu'à la loi du 24 mars 1921 les mineurs de dix-huit ans convaincus du délit de vagabondage pouvaient être soumis à l'interdiction de séjour.

Le plus souvent, l'interdiction de séjour est prononcée comme peine accessoire.

En matière criminelle elle est encourue de plein droit toutes les fois qu'il y a condamnation à une peine principale :

Article 46. — Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la réclusion et à la détention, seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant vingt ans, sous la surveillance de la Haute Police.

Article 47. — De même, les coupables condamnés au bannissement, seront de plein droit sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie, à moins qu'il n'en ait été autrement disposé par l'arrêt ou le jugement de condamnation.

L'article 46 ne parle que des travaux forcés à temps. L'interdiction de séjour n'est donc pas l'accessoire d'une condamnation aux travaux forcés à perpétuité. La jurisprudence a en effet décidé que la peine de l'interdiction de séjour est incompatible avec une peine principale perpétuelle. Il y a excès de pouvoir dans l'arrêt de la Cour d'Assises qui, en condamnant un accusé aux travaux forcés à perpétuité, lui inflige en outre la surveillance dans l'éven-

tualité d'une commutation de peine ; la disposition relative à l'interdiction de séjour doit alors être annulée par voie de retranchement. (Cass. criminelle, 14 fév. 1918).

Depuis 1885 notre Code contient une nouvelle peine perpétuelle, la relégation. Lorsqu'elle est prononcée, le juge peut-il infliger l'interdiction de séjour dans les cas où elle devrait être encourue ?

Voici un individu dont le casier judiciaire contient une condamnation à cinq ans de réclusion, la Cour d'assises en prononçant contre lui la relégation a-t-elle à s'occuper de l'interdiction de séjour et doit-elle délibérer sur la dispense ou la réduction de cette peine ?

La Cour de cassation ne l'a pas pensé, parce que la relégation étant une peine perpétuelle à subir hors de France, il n'y a pas lieu de statuer sur l'interdiction de résidence en certaines localités de France (Cassation, 14 janvier 1897, D. 97. 1. 471). Sa jurisprudence n'a jamais varié. (Cassation, 24 mars 1921.)

Cette solution est critiquée par M. Garraud, « le raisonnement est-il bien juste ? N'est-ce pas conclure de l'incompatibilité dans l'exécution concomitante des deux peines à l'incompatibilité dans leur prononcé ? L'interdiction de séjour pourrait reprendre son utilité si le condamné obtenait une dispense de transportation ».

Les expressions « peine accessoire frappant de plein droit » n'ont pas en notre matière leur signification habituelle.

Avant la loi de 1874 les individus condamnés aux peines énumérées dans les anciens articles 47 et 48 tombaient fatalement sous le coup de la surveillance. Celle-ci était un effet de la loi ; le jugement ou l'arrêt pouvait être muet sur cette peine, l'effet légal n'en était pas moins

produit. Le Code frappait avec la même rigueur les individus qui se trouvaient dans des situations bien différentes, soit en droit, soit en fait ; le juge ne pouvant se dispenser de prononcer cette peine ni en réduire la durée n'avait pas la possibilité de la proportionner aux craintes que suscitait le coupable. C'était là un grave inconvénient. M. Dufaure pour y remédier proposait dans le projet qui est devenu la loi de 1874, de faire de la surveillance une peine absolument complémentaire et facultative laissée dans tous les cas à l'appréciation du juge.

Ce système si simple ne fut pas admis. La commission invoqua les grands principes de notre législation criminelle qui lui parurent s'opposer à son adoption : « les peines criminelles, disait-elle, peuvent entraîner comme accessoire en outre de la surveillance la dégradation civique ou l'interdiction légale. Serait-il sans danger de supprimer le principe que la surveillance est encourue de plein droit, quand on le maintiendrait pour la dégradation civique et l'interdiction légale ? Évidemment non »

Pour sauvegarder ce principe on admit le système suivant : La surveillance pour une durée de vingt années est encourue de plein droit en cas de condamnation aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion. Cependant le juge pourra supprimer cette peine ou en réduire la durée. La surveillance pouvait donc être supprimée ; mais il n'en était pas moins vrai qu'elle était encourue de plein droit et qu'en cas de silence du jugement elle n'en existait pas moins.

On pouvait craindre dès lors que la surveillance existât par le seul effet de la loi sans que le juge y eût fait attention et s'en fût rendu suffisamment compte. Aussi aux termes de l'alinéa 2 de l'article 47 le juge devra mentionner

expressément dans sa décision qu'il a délibéré dans sa décision sur la faculté donnée par la loi ¹.

Au fond, la loi de 1874 fait de la surveillance une peine complémentaire et facultative puisque le juge doit toujours s'en préoccuper et devient maître de la maintenir ou de la supprimer. L'omission de la mention prescrite par l'article 47, alinéa 2, est une cause de cassation de l'arrêt, mais seulement en ce qui concerne la question de la surveillance, c'est le seul point sur lequel la cour de renvoi ait mission de statuer. La jurisprudence est constante en ce sens.

En tant que peine complémentaire l'interdiction de séjour doit être expressément prononcée par le jugement de condamnation en même temps que la peine principale ; si le jugement omettait de la prononcer expressément, elle ne serait pas encourue. De plus, il est nécessaire, pour que le Juge puisse la prononcer, qu'un texte spécial l'attache à tel crime ou à tel délit :

Article 50. — « Hors les cas déterminés par les articles précédents les condamnés ne seront placés sous la Haute Police de l'État que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis. »

Cet article renvoie donc aux dispositions par lesquelles le législateur permet ou ordonne au juge de prononcer l'interdiction comme complément d'une peine correctionnelle. Ces dispositions sont extrêmement nombreuses ².

1. Nous lisons dans l'arrêt de cassation du 16 mars 1922 : « Au cas où l'arrêt ne contiendrait aucune réduction de la peine prévue par la loi, mention doit être faite à peine de nullité qu'il en a été délibéré. »

2. L'article 49 du Code pénal fait de l'interdiction, d'une façon générale, la peine complémentaire des crimes qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État : « Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État. » L'interdic-

On a pu dire avec raison que le Code pénal avait prodigué la peine de la surveillance et l'avait appliquée à des condamnations dont le caractère ne devait inspirer aucune inquiétude.

tion de séjour dépend ici, de la nature de l'infraction et non de la nature de la peine : aussi doit-elle être expressément prononcée par la sentence de condamnation. Dans le cas où celle-ci omettrait de le faire, l'interdiction de séjour ne pourrait être appliquée. Cette disposition est surtout utile pour les délits politiques ; elle l'est aussi pour les crimes punis de la dégradation civique et pour ceux qui ne sont punis que d'une peine correctionnelle par suite d'une déclaration de circonstances atténuantes. Quelle est la durée de l'interdiction de séjour qui doit être prononcée par les juges ? L'article 49 ne le dit pas et les juges ont dans ce cas un pouvoir discrétionnaire sans qu'ils puissent cependant la prononcer pour plus de vingt années.

De même elle pourra être prononcée d'une manière générale dans les cas d'application des articles 57 et 58 du Code pénal. (Loi du 26 mars 1891.) Enfin elle est attachée aux délits suivants :

Article 142. — Contrefaçon de marque, sceaux ou timbres-poste.

Article 143. — Usage frauduleux de vraies marques ou sceaux.

Article 156. — Concussion.

Article 221. — Rébellion.

Article 228. — Coups à magistrats.

Article 246. — Évasion de détenus.

Article 251. — Bris de scellés.

Article 271. — Vagabondage.

Article 282. — Mendicité avec circonstances aggravantes.

Articles 305, 306, 307. — Menaces de mort.

Articles 309 et suivants. — Coups et blessures.

Article 314. — Port d'armes.

Article 317. — Avortement et administration de substances nuisibles.

Articles 334, 335. — Excitation de mineurs à la débauche.

Article 343. — Séquestration.

Articles 362, 363. — Faux témoignage.

Article 366. — Faux serment.

Article 387. — Altération de marchandises par les voituriers.

Article 388. — Vol dans les champs.

Article 389. — Enlèvement de bornes pour commettre un vol.

Article 399. — Altération de clefs.

Articles 400, 401. — Vol, détournement d'objets saisis, demande en déclaration de paternité faite de mauvaise foi.

Article 405. — Escroquerie (décret-loi du 8 août 1935).

Article 406. — Abus des passions et faiblesses d'un mineur (décret-loi, 8 août 1935).

Article 408. — Abus de confiance (décret-loi du 8 août 1935).

La nomenclature des articles du Code pénal dans lesquels le législateur édicte la peine de la surveillance suggère la réflexion qu'en cette matière il a procédé comme au hasard, c'est-à-dire sans idée préconçue, sans plan, ni système d'avance arrêté et coordonné. Ainsi on s'étonne de rencontrer, vu leur peu d'importance, parmi ceux que la loi frappe néanmoins d'une double peine à raison de leur gravité, les délits de port d'armes prohibées, le détournement d'objets saisis, la dévastation de plants et récoltes.

Sans doute le législateur a cru pouvoir se reposer sur les tribunaux du soin de ne pas la prononcer quand elle ne serait pas nécessaire, il rentre cependant dans sa mission de supprimer les pénalités inutiles, qui peut répondre en effet qu'elles ne seront jamais appliquées ?

Depuis 1874 la surveillance a cessé d'être obligatoire en matière de délit même dans les cas où le Code l'édicte en termes impératifs : articles 57, 58, 271, 283. Jusqu'à cette loi on s'était demandé si l'article 463 permettait aux tribunaux d'en faire remise. Par un arrêt des chambres

Article 415. — Entrave à la liberté du travail.

Article 418. — Révélation de secrets de fabrique.

Articles 419, 420. — Entrave à la liberté du commerce.

Article 444. — Dévastation de récolte.

Article 452. — Empoisonnement de bestiaux.

Articles 460, 461. — Recel.

Loi du 15 juillet 1845. — Menaces de déraillement ou destruction de la voie ferrée.

Loi du 27 mai 1885. — Métier de souteneur.

Loi du 12 avril 1916. — Dépôt à l'étranger d'un brevet intéressant la défense nationale.

Loi du 12 juillet 1916. — Usage en société de stupéfiants.

Loi du 18 avril 1918. — Déclarations frauduleuses de mutations par décès et ventes d'immeubles.

Loi du 22 mars 1924. — Constitution d'un monopole d'allumettes chimiques.

Loi du 26 janvier 1934. — Espionnage.

Décret-loi du 23 octobre 1935, portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public.

réunies la Cour de cassation avait jugé que l'article 463 est général dans ses dispositions et s'applique à toutes les peines prononcées par le Code. Il était en effet inadmissible que la peine principale pût être réduite à une peine de simple police et que la surveillance ne pût être supprimée.

Enfin, en 1907, une modification des articles 6 et 8 de la loi du 27 mai 1885 a fait de l'interdiction de séjour une peine complémentaire substituée, car prononcée aux lieu et place de la relégation, elle est en quelque sorte substituée à cette peine.

Article 6. — La relégation n'est pas applicable aux femmes ni aux individus qui seraient âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt et un ans à l'expiration de leur peine.

Article 8. — Le récidiviste de l'un et l'autre sexe qui aurait encouru la relégation par application de l'article 4 de la présente loi, s'il n'avait pas dépassé soixante ans, sera, après l'expiration de sa peine, soumis à perpétuité à l'interdiction de séjour édictée par l'article 19 ci-après.

Dans la pratique, l'application de la peine de l'interdiction de séjour a soulevé deux difficultés dont voici les solutions actuellement indiscutées.

Tout d'abord l'interdiction de séjour est-elle applicable à l'étranger expulsé de France qui contrevient avec récidive à l'arrêté d'expulsion ? Il est admis unanimement qu'il n'y a pas incompatibilité entre l'interdiction de séjour et l'état d'étranger expulsé de France, dans notre hypothèse l'interdiction de séjour a une utilité pratique, elle peut être prononcée.

Enfin, lorsque le même individu a été déclaré coupable de deux délits dont le moins grave rend obligatoire la peine de l'interdiction de séjour, le Juge peut-il se dispenser de la prononcer sous le prétexte qu'en vertu de l'article 365 C. I. C. la peine la plus forte doit seule être infligée ? On fait remarquer juridiquement que le Code ne permettant aucune comparaison de gravité pour les peines accessoires soit entre elles, soit avec les peines principales, il ne paraît pas que la prohibition de l'article 365 trouve son application dans notre hypothèse. Au surplus rien dans le Code pénal n'autorise à inférer qu'une remise de la peine principale, pour cause de non cumul, entraîne nécessairement une remise de la peine accessoire. Admettre la thèse contraire conduirait à des résultats inadmissibles : le but du législateur serait certainement manqué si celui qu'il a voulu frapper de l'interdiction de séjour pouvait s'y soustraire par cela seul, que, outre le délit qui l'entraîne, il en aurait commis un autre plus grave auquel cette peine ne serait pas attachée ¹.

1. En ce sens : cassation 23 septembre 1837, 12 septembre 1844, 24 avril 1847, 13 mai 1853.

Durée de l'interdiction de séjour.

La loi du 23 janvier 1874 est venue opérer en ce qui concerne la durée de la surveillance une réforme depuis longtemps réclamée. D'après l'ancien article 47 cette peine pouvait être perpétuelle, on lui reprochait alors d'étouffer dans l'âme du libéré la pensée du repentir en lui enlevant tout espoir de récupérer jamais la franchise et l'intégrité de ses droits, de le pousser à de nouveaux crimes par l'impossibilité absolue où il se trouvait de se reclasser jamais dans la société.

La surveillance doit donc être temporaire : « Le délai de vingt années proposé pour la durée maxima est très suffisant, dit M. Voisin, rapporteur de la loi de 1874, car la durée des travaux forcés à temps et de la détention étant de cinq ans au moins et de vingt ans au plus, la durée de la réclusion étant de cinq ans au moins et de dix ans au plus, il est facile de voir que vingt-cinq, trente ou quarante années s'écouleront à moins de grâce partielle ou totale entre le commencement de la peine et l'expiration du temps de la surveillance ; c'est là un temps assez long pour que la société soit suffisamment protégée contre les hommes qui à un moment donné ont été pour elle un danger. »

Ce maximum de vingt ans fut établi par la loi (art. 46 du Code pénal), mais aucun minimum n'avait été fixé.

Toute latitude était donc laissée au juge qui prononçait la condamnation. Toutefois dans une circulaire du 21 février 1874 le Garde des Sceaux conseillait aux juges, pour que cette peine soit sérieuse et effective, de ne pas l'infliger pour une durée inférieure à deux ans.

Malgré les termes généraux de l'article 46, l'interdiction de séjour peut encore exceptionnellement être prononcée à vie.

La loi de 1907 modifiant l'article 8 de la loi de 1885 décide en effet que le récidiviste de l'un ou de l'autre sexe qui aurait encouru la relégation par application de l'article 4 de la présente loi s'il n'avait pas dépassé soixante ans sera, après l'expiration de sa peine, soumis à perpétuité à l'interdiction de séjour ¹.

Un second cas d'interdiction perpétuelle est prévu par l'article 435, alinéa 4, du Code pénal réprimant la destruction d'édifices ou autres ouvrages par l'effet d'une substance explosive (loi du 2 avril 1892).

Nous avons déjà vu que l'article 46 ne fixe pas d'une façon générale la durée minima de l'interdiction de séjour. Toutefois, appliquée en matière correctionnelle le législateur a fixé un maximum et un minimum : généralement deux à cinq ou cinq à dix ans. Une jurisprudence constante

1. L'application de cet article a soulevé en pratique d'assez nombreuses difficultés.

Tout d'abord c'est au tribunal ou à la cour qui statuera sur le dernier crime ou délit de nature à entraîner la relégation qu'il appartient de calculer exactement l'âge du condamné à l'expiration de la peine infligée et suivant que le condamné aura à cette époque moins ou plus de soixante ans, il prononcera la relégation ou l'interdiction de séjour. D'où l'anomalie suivante : un homme condamné à cinquante-six ans à cinq ans de prison ne sera pas relégable, mais il le sera si moins coupable il n'est condamné qu'à deux ans.

Dans ce calcul l'abréviation éventuelle de la peine par mesure gracieuse ou par libération anticipée résultant de ce que la peine aura été subie en cellule ne doit pas entrer dans les prévisions du juge.

considère que le minimum fixé est obligatoire pour le juge et l'arrêt serait annulé *parte in qua* s'il prononçait l'interdiction pour une durée inférieure à celle fixée par la loi.

Enfin la jurisprudence considérant que l'exécution de l'interdiction de séjour est incompatible avec l'exécution de toute peine d'emprisonnement, la durée de l'interdiction est prolongée d'autant. On remarque que cette jurisprudence est conforme aux motifs qui justifient cette peine, en effet son but étant de prévenir la récidive il serait peu rationnel d'admettre que son exécution puisse continuer pendant l'exécution d'une peine privative de liberté prononcée pour une autre infraction. Dans le cas contraire le condamné pourrait exécuter en même temps deux peines. Cependant deux très vieux arrêts de cassation (12 mai 1837 et 26 septembre 1839) ont décidé que l'interdiction de séjour continue à courir durant la détention consécutive à une nouvelle infraction.

Effets de la Commutation ou de la remise d'une peine perpétuelle sur l'interdiction de séjour.

Une peine perpétuelle est commuée ou remise, l'interdiction de séjour peut-elle être appliquée au gracié ?

Le Code pénal était muet sur cette question, qui fut très discutée ¹ jusqu'en 1874 où l'article 46 fut alors complété en ces termes : « tout condamné à des peines perpétuelles qui obtiendra commutation ou remise de sa peine sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit, sous la surveillance de la Haute Police pendant vingt ans. »

L'article 46 réserve donc le droit pour la décision gracieuse de réduire et même de supprimer cette peine.

1. Dans une première opinion on disait que la surveillance n'était pas applicable (Chauveau et Faustin Hélie) faute de disposition législative particulière autorisant l'application de la surveillance dans le cas où des peines perpétuelles sont prononcées alors même que postérieurement la grâce interviendrait.

Une seconde opinion faisait une distinction pour résoudre la difficulté. Si la peine perpétuelle est convertie en travaux forcés à temps, détention, réclusion, bannissement, la surveillance doit exister puisque les articles 47 et 48 décident que ces peines la font encourir de plein droit. Si au contraire la peine perpétuelle était convertie en peine correctionnelle, le condamné ne devait être soumis à la surveillance que s'il en avait été ainsi décidé par les lettres de grâce.

Effet de la prescription de la peine principale sur l'interdiction de séjour.

Cette question avant 1874 ne fut pas moins vivement controversée que la précédente.

Ceux qui admettaient la prescription de la peine accessoire comme celle de la peine principale faisaient valoir la généralité des termes des articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle.

L'opinion contraire avait rallié de nombreuses autorités car il est difficile d'admettre qu'un individu qui a subi sa peine soit soumis à la surveillance tandis que tel autre se soustrayant aux lois de son pays n'y sera pas soumis parce qu'il aura acquis le bénéfice de la prescription.

Le législateur de 1874 a consacré cette dernière opinion : la prescription de la peine ne relève pas le condamné de la surveillance à laquelle il est soumis (art. 48, al. 3). Cette disposition est unanimement considérée comme la seule conforme aux données de la raison et de l'équité. L'interdiction de séjour ne commence en effet à recevoir son exécution qu'après l'expiration de la peine. Or la prescription ne produisant qu'un seul effet, celui de faire considérer la peine comme subie, l'interdiction de séjour loin de disparaître doit donc au contraire commencer.

L'esprit ne saurait concevoir qu'un condamné puisse prescrire pendant le temps où il devrait subir une peine

qu'en fait il ne subit pas, contre une mesure commandée par l'intérêt général et qui ne doit commencer à recevoir son exécution qu'à l'expiration même de cette peine. La prescription de la condamnation ne peut avoir plus d'effet que son exécution.

Si la peine prescrite est une peine temporaire, la durée de l'interdiction de séjour étant fixée, soit par la loi, soit par le jugement, le condamné qui aura prescrit sa peine sera néanmoins soumis à l'interdiction pour la durée fixée. S'il s'agit d'une peine perpétuelle, aux termes du paragraphe 4 de l'article 48 : le condamné sera de plein droit sous la surveillance de la Haute Police pendant vingt années.

Il restait enfin à fixer un point de départ à cette interdiction ; la loi a pourvu à cette lacune en indiquant dans l'article 48, paragraphe 5, que c'est du jour où la prescription de la peine principale est acquise qu'elle commencera à produire son effet ¹.

1. Sur la question de savoir si l'interdiction de séjour peut se prescrire directement, voir. p. 135.

Effet du sursis à l'exécution de la peine principale sur l'interdiction de séjour.

Il arrive que les Tribunaux correctionnels après avoir prononcé une peine d'emprisonnement accordent le sursis à l'exécution de la peine et faisant d'autre part application de la loi du 27 mai 1885 ordonnent l'interdiction de séjour. La loi du 26 mars 1891 permettant d'accorder le sursis à l'exécution de la peine s'applique-t-elle à l'interdiction de séjour ?

Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, seules les condamnations à la prison ou à l'amende peuvent bénéficier du sursis. La jurisprudence de la Cour de cassation a fait état de ce texte pour refuser aux tribunaux le droit d'accorder le sursis à une condamnation à l'interdiction de séjour.

Nous lisons en effet dans un arrêt de 1909 : « Attendu qu'il résulte des articles 1 et 2 de la loi du 26 mars 1891 que le sursis à l'exécution de la peine peut être ordonné seulement en ce qui concerne l'amende et l'emprisonnement et qu'il ne s'applique pas à l'interdiction... » Cette jurisprudence ne fait que confirmer d'ailleurs un arrêt de cassation du 5 juillet 1907 intervenu dans des circonstances curieuses.

Il cassait un arrêt de la Cour de Paris du 9 avril 1907, réformant lui-même un jugement du Tribunal de la Seine. Les premiers juges avaient accordé le sursis à un soute-

neur pour la peine d'emprisonnement et par voie de conséquence avaient également accordé le sursis pour l'interdiction de séjour. La Cour d'appel, au contraire, estimant que les trois peines édictées contre les souteneurs par la loi du 3 avril 1903 : emprisonnement, amende, interdiction de séjour, formaient un tout indivisible, que la peine la plus importante dans la pensée du législateur était l'interdiction, qui ne comporte pas de sursis, décida que les tribunaux ne pouvaient accorder le sursis, ni pour l'emprisonnement, ni pour l'amende, aux inculpés visés par cette loi.

Adoptant une troisième thèse, la Cour de cassation a jugé, quant à elle, que l'obligation imposée au juge correctionnel de prononcer simultanément ces trois peines ne fait pas obstacle à ce que le bénéfice du sursis puisse être accordé en ce qui concerne l'emprisonnement et elle ajoute : « Attendu en effet que si, au cas d'exécution de l'emprisonnement, la peine de l'interdiction de séjour ne prend cours qu'à l'expiration de la dite peine, il en est différemment lorsque le bénéfice du sursis a été accordé au condamné en ce qui concerne l'emprisonnement, que la suspension de cette dernière peine modifie le point de départ de l'interdiction de séjour qui doit être alors fixé au jour où la condamnation est devenue irrévocable. »

M. Pascalis a critiqué cette jurisprudence rigoureuse¹

1. M. Pascalis cite, parmi bien d'autres, cette iniquité à laquelle aboutit le système de la Cour de cassation :

« Qui d'ailleurs ne serait choqué de la différence des traitements subis par le libéré conditionnel et l'interdit de séjour en supposant dans ce dernier cas que la peine principale est avec sursis ? »

Le libéré conditionnel a pu donner des preuves d'amendement au cours de sa détention, on l'encourage et on lui fait confiance en le rendant à la liberté, mais enfin ses juges ne l'avaient point trouvé digne d'indulgence, puisqu'ils ne lui avaient pas accordé le sursis ; le libéré conditionnel peut être un récidiviste, un habitué des prisons, théori-

qu'il estime au surplus non fondée en droit : « si la loi du 26 mars 1891 paraît exclure du sursis l'interdiction de séjour, ce n'est que par préterition et parce qu'elle n'en parle pas. La loi, article 2, n'exclut expressément que les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. L'interdiction de séjour est-elle une peine accessoire, oui lorsqu'elle accompagne des peines criminelles où, par définition, il n'est pas question de sursis. En matière correctionnelle, seul domaine d'application de la loi du 26 mars 1891, l'interdiction de séjour est une peine complémentaire; or les mots mêmes de peine complémentaire dictent l'interprétation de la loi, la prison et l'interdiction forment un tout indivisible, on ne saurait traiter « différemment » l'une et l'autre peine, le complément et le principal. La prison est suivie de la défense, la défense achève la prison, il n'y a point de défense sans prison ¹. »

Le 9 janvier 1906 un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine résolvait la difficulté en ces termes :

« Condamne M... à six mois d'emprisonnement, cent francs d'amende, lui fait défense, mais seulement au cas où il subirait sa peine, de paraître pendant cinq années dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.....

quement même, il est encore en cours de peine, il est cependant libre et peut fixer sa résidence où il veut, il n'est assujetti qu'à une surveillance discrète et inostensible, et, tant qu'il se conduit à peu près bien, il fait ce qu'il veut, il est libre. Si, par hasard, il est aussi assujetti à l'interdiction de séjour, il ne commencera à la subir qu'à sa libération définitive, et même alors qu'après la première expérience qu'il a faite de la liberté, il peut compter sur la bienveillance administrative.

Notre interdit de séjour au contraire a mérité l'indulgence de ses juges, il a obtenu le sursis, il n'est pas récidiviste, il n'est jamais allé, il n'ira peut-être jamais en prison, et cependant l'accès de certains lieux lui est interdit, il est plus durement traité que le criminel endurci à qui un repentir tardif a valu la libération conditionnelle.

1. *Revue pénitentiaire*, 1924, p. 603.

« ... Et attendu que M... n'a jamais été condamné... qu'il y a lieu de la faire bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891...

« Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. »

Cette solution s'appuie encore, tout en la corrigeant pratiquement, sur l'idée théorique de la distinction des deux peines : l'exécution immédiate de l'interdiction reste possible au cas où le jugement ne contient aucune disposition spéciale. M. Pascalis, au contraire, adoptant le principe de l'indivisibilité des peines, en tire comme conséquence logique que c'est de plein droit que le commencement de l'interdiction doit être fixé au moment où le condamné a subi sa peine et où il en est libéré. C'est donc de plein droit qu'en cas de sursis à l'emprisonnement, l'interdiction de séjour n'aura lieu qu'au cas où le condamné serait repris et condamné de nouveau.

Effets sur l'interdiction de séjour des causes générales de cessation anticipée de peines.

PRESCRIPTION. — La peine principale a été exécutée, l'interdiction de séjour qui commence à l'expiration de cette peine peut-elle se prescrire ?

Les seuls textes applicables sont les articles 635 et 636 du Code d'instruction criminelle qui paraissent s'y opposer. Ils fixent en effet le point de départ de la prescription au jour où la décision est devenue définitive. Or dans la presque totalité des cas l'interdiction ne pouvant commencer qu'à l'expiration de la peine principale, il faudrait créer ici à la prescription un point de départ autre que celui fixé par la loi.

La nature de la peine de l'interdiction de séjour nous fournit un argument plus décisif.

L'interdiction de séjour en effet, s'exécutant sans acte matériel, consistant dans une simple prohibition il appartient dès lors à l'interdit de prouver la continuité dans l'inobservation de la peine, c'est-à-dire faire la preuve qu'il n'a cessé de résider pendant cinq ou vingt ans d'une façon continuelle dans une ville interdite. Or cette preuve est impossible à fournir.

Depuis le décret-loi du 30 octobre 1935, des obligations positives ont été imposées au condamné, par leur nature elles sont parfaitement prescriptibles, mais une partie de

la peine restant, nous l'avons vu, imprescriptible, il faut décider que par indivisibilité ces obligations elles-mêmes ne peuvent se prescrire.

GRÂCE. — La loi de 1874 a apporté en matière de grâce une véritable innovation. La chancellerie considérait en effet la surveillance comme une incapacité, et décidait que seule la réhabilitation ou l'amnistie pouvait y soustraire le condamné.

Or les formalités longues et coûteuses de la réhabilitation étaient ordinairement pour le condamné un obstacle invincible. La loi de 1874 a donc réalisé un progrès sérieux en décidant que la surveillance peut être réduite ou supprimée par voie de grâce.

RÉHABILITATION. — La réhabilitation efface la condamnation qui en est l'objet, elle met donc fin à l'interdiction de séjour.

AMNISTIE. — La loi d'amnistie anéantit entièrement la condamnation avec toutes ses conséquences légales, elle met fin à l'interdiction de séjour. L'arrêté d'interdiction pris en exécution d'une condamnation effacée ultérieurement par une loi d'amnistie cesse d'être en vigueur dès promulgation de cette loi.

(Cassation, 21 juillet 1932.)

Suspension administrative.

Il existe pour l'interdiction de séjour une mesure particulière de cessation de peine, c'est la suspension administrative.

Prévue par la loi de 1874, cette suspension administrative fut complétée par le décret du 30 août 1875 qui précisait dans son article 5 ses modalités d'application. La surveillance était suspendue par le ministre de l'Intérieur sur la proposition du Préfet après un temps d'épreuve qui ne devait pas être inférieur à la moitié totale de sa durée. Cette mesure pouvait toujours être rapportée par une décision ultérieure du ministre de l'Intérieur qui était notifiée au surveillé.

Actuellement, aux termes de l'article 3 du décret-loi du 30 octobre, « l'interdiction de séjour ne pourra être suspendue par mesure administrative que sur l'avis conforme de la commission spéciale instituée par l'article 2.

Le décret ne s'explique pas sur la révocation de cette suspension administrative. Il n'est pas douteux que l'article 3 laisse subsister l'article 5 du décret du 30 août 1875, cette mesure pourra donc comme auparavant être rapportée par décision ultérieure du ministre de l'Intérieur.

Sanctions applicables aux infractions à l'arrêté d'interdiction de séjour.

L'interdiction de séjour pouvant être facilement éludée a besoin d'être corroborée par une peine subsidiaire menaçant celui qui contreviendrait aux obligations qu'elle impose.

Le Code de 1810 considérait l'infraction à la surveillance comme un simple manquement à une mesure de police, que le Gouvernement réprimait à sa guise. Le coupable était emprisonné sans jugement pour un temps indéterminé.

A cette répression arbitraire, la loi de 1832 a substitué la peine de l'emprisonnement prononcée par le Tribunal Correctionnel. Aux termes de l'article 45 du Code pénal : « l'individu mis sous la surveillance de la Haute Police sera condamné par les Tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans ».

Cette sanction édictée par la loi de 1832 est restée applicable à l'interdiction de séjour, l'article 19, paragraphe 4, de la loi de 1885 le déclare expressément : « restent en conséquence applicables pour cette interdiction les dispositions antérieures qui règlent... les peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code pénal. »

Le décret-loi du 30 octobre 1935 laisse intactes, nous l'avons vu, les dispositions de l'article 19 de la loi du

27 mai 1885, son article 1^{er} dispose en effet : « Pour l'application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, un règlement d'administration publique fixera la liste des lieux dans lesquels défense de paraître sera faite à tous les individus frappés de l'interdiction de séjour. »

Sous le nouveau comme sous l'ancien régime la sanction de l'article 45 est donc applicable au condamné qui, après notification régulière de l'arrêté d'interdiction, est surpris, durant le cours de sa peine, sur un territoire qu'il savait lui être interdit.

Mais le décret-loi du 30 octobre ne se borne pas seulement à défendre l'accès de certains lieux, il oblige encore les interdits à se soumettre à certaines formalités de police qui sont écrites aux alinéas 2 et 3 de l'article 4. Quelle est la sanction applicable au cas de manquement à ces formalités ?

Aux termes de l'article 4, paragraphe 4 : « toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie des peines prévues par l'article 45 du Code pénal. Les condamnations prononcées en application du présent article compteront pour la relégation dans les conditions prévues par l'article 4, paragraphe 4 de la loi du 27 mai 1885 ».

La même sanction pénale est donc encourue par l'interdit, soit qu'il se rende dans les villes dont l'accès lui a été défendu, soit qu'il ne se soumette pas au contrôle des autorités administratives et de police.

LA SANCTION DE L'ARTICLE 45 DU CODE PÉNAL. — La sanction édictée par l'article 45 du Code pénal est un emprisonnement dont la durée ne peut excéder cinq ans. Ce maximum étant seul prévu par la loi, quel est le minimum applicable ? L'infraction à l'interdiction de séjour

étant un délit il semble qu'on ne puisse descendre au-dessous du niveau des peines correctionnelles, soit six jours de prison.

Mais toutefois il est bien évident que par application des circonstances atténuantes de l'article 463 du Code pénal, le juge pourra descendre au niveau des peines de simple police.

La peine de l'interdiction est presque toujours accompagnée d'une peine principale, en cas d'infraction à l'arrêté d'interdiction cette peine principale peut-elle servir de 1^{er} terme de récidive ? Non, car ici une condition de l'état de récidive manque : l'infraction à interdiction de résidence n'étant pas un fait punissable indépendant de la 1^{re} condamnation (Cassation, 4 décembre 1886. Dalloz, 1886. 1. 239. Cassation 19 décembre 1891, S. 92. 1. 27).

Admettre le système opposé serait faire des récidivistes de tous ceux qui contreviendraient à l'interdiction de séjour. Dès lors le maximum édicté par l'article 45 deviendrait un minimum ; telle n'était pas certainement l'intention du législateur.

LA SANCTION DE L'ARTICLE 4, PARAGRAPHE 4, DE LA LOI DU 27 MAI 1885. — L'infraction à arrêté d'interdiction de séjour tombe sous l'application d'une deuxième sanction très énergique prévue par l'article 4 de la loi de 1885 : « Seront relégués les récidivistes qui ont encouru...

4^o Sept condamnations dont deux au moins prévues par les paragraphes précédents, et les autres soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction de résidence signifiée par application de l'article 1^{er} de la présente loi, à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement... »

Par ce quatrième cas de relégation le législateur a voulu punir plus sévèrement l'individu qui par, ses révoltes répétées contre la société, prouve qu'il ne veut pas en accepter les lois, or précisément parmi les vagabonds et les rebelles à l'interdiction de séjour se recrutent ordinairement les malfaiteurs dangereux.

Ce cas est constitué par sept condamnations à l'emprisonnement réparties en trois groupes :

Le premier groupe comprend deux ou trois condamnations prévues par les deux paragraphes précédents (c'est-à-dire par les deuxième et troisième cas de relégation). S'il y en a deux, une seule peut être une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion, sinon le récidiviste sera relégué en vertu du paragraphe premier. S'il y en a trois, elles doivent être toutes trois des condamnations à l'emprisonnement, sinon nous rentrerions dans le cas prévu par le second paragraphe. Enfin, il ne peut y avoir plus de trois condamnations à l'emprisonnement, sinon on retomberait dans le troisième cas.

Le second groupe comprend deux condamnations supérieures à trois mois d'emprisonnement pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de séjour.

Le troisième groupe se compose de deux ou trois condamnations sans condition de taux, pour infraction à l'interdiction de séjour ou vagabondage simple, ou non supérieures à trois mois pour vagabondage qualifié.

La difficulté principale que soulève ce cas de relégation consiste à savoir si les condamnations pour vagabondage ou pour interdiction de séjour peuvent être remplacées par des condamnations ayant un autre titre et empruntées aux paragraphes précédents.

Par une jurisprudence constante, la Cour de cassation

admet l'équivalence des condamnations pour délits spécifiés inférieures à trois mois et de celles pour vagabondage ou infraction à l'interdiction de séjour et leur remplacement possible sans limite¹.

Avec ce système on arrive à reléguer un individu qui a dans son casier judiciaire une seule condamnation pour vagabondage et, par exemple, six condamnations pour vol.

En faveur de sa théorie la Cour de cassation invoque trois arguments :

Un argument de texte : Le paragraphe 4 de l'article 4, en exigeant deux condamnations au moins, prévues par les paragraphes précédents, implique qu'il peut y en avoir davantage et comme le texte ne fixe pas de limites, il peut y en avoir trois, quatre, cinq, six, sur le total des sept ;

Un argument tiré des travaux préparatoires : le texte primitif du paragraphe 4 exigeait formellement cinq condamnations pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de séjour, les deux autres étant prononcées pour crimes ou délits spécifiés. Il fut modifié pour permettre de remplacer, par voie d'équivalence, ces condamnations par celles prévues par les paragraphes précédents ;

Un argument de raison *a fortiori* : Si les récidivistes, qui ont encouru cinq condamnations pour vagabondage simple ou infraction à l'interdiction de résidence et deux pour vol et autres délits spécifiés, sont reléguables comme dangereux, il doit en être de même, à plus forte raison, de ceux qui, n'ayant été condamnés que deux ou trois fois

1. Cassation : 13 mars 1886 (S. 86. I. 333) ; 11 mars 1887 (D. 87. I. 443) ; 6 juillet 1893 (S. 94. I. 60) ; 16 novembre 1912 (D. 1915. I. 73.) ; 24 novembre 1887 (S. 88. I. 352 et D. 88. I. 187).

pour vagabondage simple, etc., l'ont été quatre ou cinq fois pour vol, etc., le vol ou les autres délits spécifiés étant certainement plus graves que le vagabondage simple ou l'infraction à l'interdiction de résidence et dénotant chez leur auteur une perversité et une incorrigibilité plus grandes.

Cette jurisprudence de la Cour Suprême est unanimement critiquée en doctrine ¹, il est certain en effet que le

1. La doctrine réfute les arguments de la jurisprudence de la manière suivante :

L'argument de texte est sans valeur car le nombre maximum résulte implicitement du texte qui porte : « sept condamnations dont deux au moins prévues par les paragraphes précédents... » Le texte ne parle pas de condamnations quelconques pour délits spécifiés, mais des condamnations prévues aux paragraphes précédents, ce qui ne vise que des condamnations à plus de trois mois.

Or ces condamnations qui doivent être au nombre de deux, ne peuvent pas dépasser trois car, s'il y en avait quatre, la relégation serait encourue en vertu du troisième cas. En l'absence de texte, les condamnations de trois mois et au-dessous ne pouvant pas compter pour la relégation et celles qui comptent comme étant supérieures à trois mois ne pouvant pas être supérieures au nombre de trois, il en résulte nécessairement que les autres, comme dit le texte, doivent être des condamnations pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de résidence, et qu'elles doivent être au minimum au nombre de quatre, c'est-à-dire en majorité. L'argument de texte se retourne donc contre l'interprétation jurisprudentielle.

Pour l'argument tiré des travaux préparatoires, l'esprit de la loi est certain.

D'après le projet de loi Waldeck-Rousseau, ce quatrième cas de relégation devait être uniquement composé de condamnations pour vagabondage et mendicité. On ajouta, plus tard, l'infraction à l'interdiction de séjour, délit qui se rapproche beaucoup du vagabondage.

Le paragraphe 4 se trouvait alors ainsi conçu : « Sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et cinq condamnations, dont deux au moins à trois mois d'emprisonnement pour mendicité, vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de résidence. » A la séance du 10 février 1885, au Sénat, M. Ninard déclarait : « La Commission me charge de vous proposer la substitution d'une rédaction nouvelle à la rédaction du paragraphe 4... Cette rédaction n'est pas complètement d'accord avec le principe qui l'a dictée, du moins la Commission l'a pensé. La relégation serait encourue pour deux au moins des condamnations prévues par les deux paragraphes précédents et par les condamnations pour vagabondage et mendicité.

législateur a eu pour but dans ce dernier cas de relégation de frapper surtout les vagabonds. Cette opinion est suffisamment motivée par l'esprit et par le texte de la loi.

La thèse de la jurisprudence cède aux préoccupations de débarrasser, au plus vite, la métropole des criminels d'habitude et de donner à la relégation la plus large application.

Il pourrait ainsi se produire qu'au lieu de deux condamnations pour vol, escroquerie, abus de confiance, etc..., suivies de cinq condamnations pour vagabondage simple, il se rencontrât trois condamnations pour vol, etc..., et quatre condamnations seulement pour vagabondage. La relégation alors ne serait pas encourue, et il en résulterait, par suite, cette singulière conséquence qui frappe immédiatement : qu'une condamnation pour l'un des délits spécifiés au paragraphe 3, vol., etc., n'équivaudrait pas à une condamnation pour vagabondage. Ce n'est pas là, assurément, la pensée de la Commission, ce n'est pas non plus la pensée du Sénat ; c'est moins encore l'esprit de la loi. La Commission vous propose donc, Messieurs, de substituer une rédaction nouvelle à la rédaction proposée, afin de sauvegarder plus exactement le principe même qu'elle veut introduire dans le paragraphe en délibération. » La rédaction nouvelle a donc eu pour but de faire disparaître une anomalie, on a autorisé la substitution d'un délit prévu par les paragraphes 2 et 3 à un délit prévu par le paragraphe 4 pour un seul de ces derniers délits et non pour tous. Deux ou trois condamnations pour délits autres que l'interdiction de séjour ou le vagabondage, telle est la portée de l'expression « deux au moins ».

Quant à l'argument, *a fortiori* de la jurisprudence, s'il a une valeur rationnelle incontestable on ne peut cependant l'admettre en matière de droit pénal où l'interprétation stricte est de rigueur.

CONCLUSION

La surveillance de police, l'interdiction de séjour ont suffisamment donné la preuve de leur impuissance pour qu'il nous soit permis de croire à leur inaptitude absolue à concilier ces deux intérêts en présence : celui de la société et celui de l'individu.

Soit que l'on place au premier plan la nécessité de la défense sociale, soit que l'on désire permettre avant tout le reclassement du condamné, on aboutit toujours à des solutions imparfaites et qui dans la pratique donnent des résultats néfastes. L'interdiction de séjour dont le curriculum vitae de plus d'un siècle n'est qu'un noir tableau d'erreurs et d'injustices doit être condamnée, sa place n'est plus dans notre Code pénal.

Au moment où la criminalité s'accroît en France d'une façon angoissante, quand on voit le nombre des prévenus traduits devant les tribunaux correctionnels bondir de 244.867 en 1933 à 272.529 en 1934 pour monter encore à 272.834 en 1935 on est amené à penser qu'on n'a plus le droit de reculer davantage la suppression de cette peine.

En créant une fallacieuse apparence de protection, elle retarde l'application des vrais remèdes. La transportation est maintenant virtuellement supprimée ; cette réforme va bientôt poser avec une acuité nouvelle le problème de la

libération, le résoudre par l'interdiction serait aller au-devant des plus graves déceptions.

Au cours de ces dernières années s'est manifesté dans plusieurs pays, un mouvement tendant à assurer, par une révision de leur législation répressive, une meilleure défense de l'ordre social.

La Belgique, pays hardiment novateur, a réalisé dès 1920 d'importantes réformes ; le 11 mai 1930 entrait en vigueur une loi « de défense sociale » qui fait passer dans le droit pénal positif belge certains éléments de la théorie pénale issue du mouvement scientifique contemporain.

Continuant sa tradition, la Belgique demeure — comme M. le professeur Roux le rappelait à la réunion de clôture du Congrès International de Droit pénal de 1926 — « une terre d'expérience » pour les nations européennes. Restée à l'avant-garde du mouvement pénitentiaire, elle a jugé qu'il convenait d'organiser des colonies pour délinquants d'habitude et tenter ainsi la seule chance possible de les voir s'amender, elle a rejeté la surveillance spéciale de la police « mesure restée sans effet utile, inefficace dans les grands centres, entrave au reclassement du condamné ».

En France de grands projets de réforme sont actuellement à l'étude, ils visent particulièrement le reclassement du condamné, et, suivant l'exemple de la réforme belge, on envisage à cet effet la création de camps de travail et d'établissements pénitentiaires spécialement appropriés. Si on ne veut faire œuvre contradictoire, l'interdiction de séjour doit disparaître devant ces nouvelles institutions.

Nous savons que la criminalité s'atteste aujourd'hui plus redoutable, plus précoce et parfois irréductible.

Sans doute, plus que jamais, la société doit être en mesure de résister à « cette vague rouge qui monte toujours », mais à notre avis ce n'est pas désarmer, bien au contraire, que d'abandonner une peine néfaste cause de bien des récidives.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président de thèse,

L. HUGUENEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHÉLEMY. — *Des infractions aux arrêtés d'Expulsion et d'Interdiction de séjour*. Thèse Paris, 1936.
- BLANCHE. — *Etudes pratiques sur le Code pénal*. Paris, 1872.
- BONNEVILLE. — *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire*, Paris, 1847.
- BOURRIER. — *La Surveillance de la Haute Police*, Paris, 1883.
- CHAMBON. — *Les mesures de sûreté*, Thèse Paris, 1925.
- CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE. — *Théorie du Code pénal*, Paris, 1888.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 3^e édition, 1924.
- *La relégation et l'interdiction de séjour. Explications sur la loi de 1885*.
- GIRAUD. — *La surveillance de la Haute Police*.
- GOYET. — *Précis de droit pénal spécial*, Paris, 1933.
- LEGRIN. — *De la suppression de la surveillance de la Haute Police*, Paris, 1882.
- MICHEL. — *La surveillance de la Haute Police*, Caen, 1884.
- PAGÈS-FERRÈRE. — *L'interdiction de séjour*. Thèse Toulouse, 1891.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire formulaire des parquets et de la police judiciaire*, 1928.
- RENAULT. — *Surveillance de la Haute Police*, Paris, 1874.
- RAUZI. — *De l'interdiction de séjour*, Thèse Toulouse, 1935.
- VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édition, 1935.
- WACHET. — *L'interdiction de séjour*, Paris, 1913.
- Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal.*
- Bulletin Officiel du Ministère de la Justice.*
- Compte général de la justice criminelle.*
- DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation et de jurisprudence.*
- Journal Officiel de la République Française.*
- Recueil des Circulaires du Ministère de l'Intérieur.*
- Revue internationale de Droit pénal.*
- Revue Pénitentiaire et de Droit pénal.*
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

TITRE I

LA FORME PRIMITIVE DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR : LA SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE

La Surveillance de la Haute Police avant le Code pénal de 1810	8
La Surveillance de police établie par le Code pénal de l'Empire.	11
La loi de 1832	17
Les décrets de 1851 et 1870.	25
La loi du 23 janvier 1874.	31
CONCLUSION.	35

TITRE II

LE DIMINUTIF DE LA SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE : L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Historique de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.	41
Le régime institué par la loi de 1885. Son application.	45
Critique.	57

TITRE III

LA RÉFORME DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

De quelques réformes précédemment proposées	69
Le régime institué par le décret-loi du 30 octobre 1935	81
Critique	97

TITRE IV

DES RÈGLES APPLICABLES A L'INTERDICTION DE SÉJOUR

Nature de l'interdiction de séjour	111
Cas d'application de l'interdiction de séjour.	113

Durée de l'interdiction de séjour.	123
Effets de la commutation ou de la remise d'une peine perpétuelle sur l'interdiction de séjour	127
Effet de la prescription de la peine principale	129
Effet du sursis à l'exécution de la peine principale sur l'interdiction de séjour.	131
Effets sur l'interdiction de séjour des causes générales de cessation anticipée des peines	135
Suspension administrative.	137
Sanctions applicables aux infractions à l'arrêté d'interdiction de séjour	139
CONCLUSION.	146
BIBLIOGRAPHIE.	151

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: ÉVREUX ::